

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 1016

[C — 2009/29140]

5 FEVRIER 2009. — Décret modifiant le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion et le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion est remplacé par ce qui suit : « Décret sur les services de médias audiovisuels ».

Art. 2. Dans la note infrapaginale renvoyée par le Titre I^{er} du même décret, le 1^{er} tiret est remplacé par ce qui suit :

« - la Directive 89/552/CEE visant à la coordination de certaines dispositions législatives réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive « Service de médias audiovisuels ») telle que modifiée par la Directive 97/36/CE et par la Directive 2007/65/CE; ».

Art. 3. Dans l'article 1^{er} du même décret, modifié par les décrets du 22 décembre 2005, du 19 juillet 2007, du 29 février 2008, du 5 juin 2008 et du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au 3°, le mot « radiodiffusé » est remplacé par le mot « diffusé »;

2° Le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° Centre du cinéma et de l'audiovisuel : le Centre du cinéma et de l'audiovisuel tel qu'organisé par la législation de la Communauté française en matière de cinéma; »;

3° Au 6°, le mot « publicitaire » est remplacé par le mot « commerciale »;

4° Le 7° est remplacé par ce qui suit : « 7° Communication commerciale : toute forme de message inséré dans un service de médias audiovisuels qui est conçu pour promouvoir ou vendre, directement ou indirectement, les marchandises, les services ou l'image d'une personne physique ou morale qui exerce une activité économique. Ces messages sont insérés dans un service de médias audiovisuels moyennant paiement ou autre contrepartie, ou des fins d'autopromotion. La communication commerciale comprend notamment la communication commerciale interactive, la communication commerciale par écran partagé, la publicité, la publicité virtuelle, le parrainage, le télé-achat, l'autopromotion et le placement de produit; »;

5° Le 7^{bis} est remplacé par ce qui suit : « 7^{bis} Communication commerciale interactive : toute communication commerciale insérée dans un service de médias audiovisuels permettant grâce à une voie de retour, de renvoyer les utilisateurs – qui en font la demande individuelle par le biais d'une insertion dans le service d'un moyen électronique d'accès – à un nouvel environnement publicitaire, promotionnel ou commercial; »;

6° Le 7^{ter} est remplacé par ce qui suit : « 7^{ter} Communication commerciale par écran partagé : toute communication commerciale diffusée parallèlement à la diffusion d'un programme télévisuel par division spatiale de l'écran; »;

7° Il est inséré un 7^{quater} rédigé comme suit : « 7^{quater} Communication commerciale clandestine : la présentation verbale ou visuelle de marchandises, de services, du nom, de la marque ou des activités d'un producteur de marchandises ou d'un prestataire de services dans des programmes lorsque cette présentation est faite de façon intentionnelle par l'éditeur de services dans un but publicitaire ou de vente et risque d'induire le public en erreur sur la nature d'une telle présentation. Une présentation est considérée comme intentionnelle notamment lorsqu'elle est faite moyennant paiement ou autre contrepartie; »;

8° Le 8° est remplacé par ce qui suit : « 8° Conseil supérieur de l'Education aux Médias : le Conseil supérieur de l'Education aux Médias tel qu'organisé par la législation de la Communauté française en matière d'Education aux Médias; »;

9° Au 12°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

10° Le 13° est remplacé par ce qui suit : « 13° Editeur de services : la personne physique ou morale qui assume la responsabilité éditoriale du choix du contenu du service de médias audiovisuels et qui détermine la manière dont il est organisé; »;

11° Au 14°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

12° Il est inséré un 14^{bis} rédigé comme suit : « 14^{bis} Evénement public : événement, organisé ou non, qui n'est pas de nature confidentielle et pour lequel il n'y a pas d'opposition à ce qu'il soit rendu public; »;

13° Au 15°, les mots « d'émissions » sont remplacés par les mots « de programmes »;

14° Le 20° est remplacé par ce qui suit :

« 20° Œuvre européenne :

a) L'œuvre originaire d'Etats membres de l'Union européenne qui est réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs de ces Etats et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

— Elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— La production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— La contribution des coproducteurs de ces Etats est majoritaire dans le coût total de la coproduction, et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ces Etats;

b) L'œuvre originaire d'Etats tiers européens parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe qui est réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs de ces Etats et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

— Elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— La production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces Etats;

— La contribution des coproducteurs de ces Etats est majoritaire dans le coût total de la coproduction et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ces Etats;

L'œuvre originaire d'Etats tiers européens parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe n'est toutefois une œuvre européenne qu'à la condition que les œuvres originaires des Etats membres de l'Union ne fassent pas l'objet de mesure discriminatoire dans les Etats tiers européens;

c) L'œuvre coproduite dans le cadre d'accords concernant le secteur audiovisuel conclus entre l'Union européenne et des pays tiers et répondant aux conditions définies dans chacun de ces accords, à la condition que les œuvres originaires des Etats membres de l'Union ne fassent pas l'objet de mesure discriminatoire dans les pays tiers concernés;

d) L'œuvre qui est produite dans le cadre d'accords bilatéraux de coproduction conclus entre des Etats membres et des pays tiers, à la condition que les coproducteurs communautaires participent majoritairement au coût total de production et que la production ne soit pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors du territoire des Etats membres; »;

1° Au 21°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

2° Le 22° est remplacé par ce qui suit : « 22° Opérateur de réseau : toute personne morale qui assure les opérations techniques d'un réseau de communications électroniques nécessaires à la transmission et la diffusion auprès du public de services de médias audiovisuels; »;

3° Le 23° est remplacé par ce qui suit : « 23° Parrainage : toute contribution sous forme de paiement ou autre contrepartie d'une institution ou d'une entreprise, publique ou privée, ou d'une personne physique n'exerçant pas d'activité d'éditeur de services ou de production de programmes, au financement de services de médias audiovisuels ou de programmes dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations; »;

4° Le 23°*bis* est remplacé par ce qui suit : « 23°*bis* Placement de produit : insertion d'un produit, d'un service ou de leur marque, ou référence à ce produit, ce service ou à leur marque, dans un programme, moyennant paiement ou autre contrepartie; »;

5° Il est inséré un 23°*ter* rédigé comme suit : « 23°*ter* Plate-forme de distribution fermée : plate-forme de distribution de services de médias audiovisuels, dont l'accès par un éditeur de services nécessite un accord préalable du distributeur de services responsable de cette plate-forme. Dans le cas où l'éditeur de services est son propre distributeur, les services de médias audiovisuels qu'il édite et distribue sont considérés comme étant fournis par le biais d'une plate-forme de distribution fermée si l'accès au réseau de communications électroniques nécessite un accord préalable de l'opérateur de réseau ou l'obtention d'une capacité sur des réseaux hertziens; »;

6° Au 25°, les mots « à l'exception des programmes de communication publicitaire » sont remplacés par les mots « à l'exception des messages de communication commerciale »;

7° Le 26° est remplacé par ce qui suit :

« 26° Producteurs indépendants : le producteur :

- Qui dispose d'une personnalité juridique distincte de celle d'un éditeur de services,
- Qui ne dispose pas d'une manière directe ou indirecte de plus de 15 % du capital d'un éditeur de services,
- Qui ne retire pas plus de 90 % de son chiffre d'affaires durant une période de trois ans de la vente de productions à un même éditeur de services,
- Dont le capital n'est pas détenu directement ou indirectement pour plus de 15 % par un éditeur de services,
- Dont le capital n'est pas détenu pour plus de 15 % par une société qui détient directement ou indirectement plus de 15 % du capital d'un éditeur de services;

Le producteur indépendant de la Communauté française est le producteur établi dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui répond aux critères repris à l'alinéa précédent; »;

1° Il est inséré un 28° rédigé comme suit : « 28° Programme : un ensemble d'images animées, combinées ou non à du son, lorsqu'il s'agit d'un programme télévisuel, ou un ensemble de sons lorsqu'il s'agit d'un programme sonore, constituant un seul élément dans le cadre d'une grille ou d'un catalogue établi par un éditeur de services; »;

2° Le 29° est remplacé par ce qui suit : « 29° Publicité : toute forme de message inséré dans un service de médias audiovisuels moyennant paiement ou autre contrepartie par une institution ou une entreprise publique ou privée ou une personne physique dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la fourniture contre paiement de biens ou de services y compris les biens immeubles, les droits et les obligations; »;

3° Le 30° est remplacé par ce qui suit : « 30° Publicité virtuelle : publicité incrustée dans l'image ou remplaçant une publicité présente sur le lieu d'un événement, par le biais d'un système d'imagerie électronique modifiant le signal diffusé; »;

4° Le 32° est remplacé par ce qui suit : « 32° Radio en réseau : le service sonore privé qui dispose d'un réseau de radiofréquences; »;

5° Au 33°*bis*, le mot « émissions » est remplacé par le mot « programmes »;

6° Le 35° est remplacé par ce qui suit : « 35° Réseau de communications électroniques : les systèmes de transmission et, le cas échéant, les équipements de commutation ou de routage et les autres ressources, qui permettent l'acheminement de signaux par câble, par voie hertzienne, par moyen optique ou par d'autres moyens électromagnétiques, dans la mesure où ils sont utilisés pour la transmission de signaux porteurs de services de médias audiovisuels; »;

7° Le 36° est remplacé par ce qui suit : « 36° Réseau de télédistribution : réseau de communications électroniques mis en oeuvre par un même opérateur de réseau dans le but de transmettre au public par câble des signaux porteurs de services de médias audiovisuels; »;

8° Il est inséré un 36°*bis* rédigé comme suit : « 36°*bis* Responsabilité éditoriale : l'exercice d'un contrôle effectif tant sur la sélection des programmes que sur leur organisation, soit sur une grille chronologique, dans le cas de services de médias audiovisuels linéaires, soit sur un catalogue dans le cas de services de médias audiovisuels non linéaire; »;

9° Il est inséré un 37°*bis* rédigé comme suit : « 37°*bis* Service de médias audiovisuels : un service relevant de la responsabilité éditoriale d'un éditeur de services, dont l'objet principal est la communication au public de programmes télévisuels ou sonores par des réseaux de communications électroniques, dans le but d'informer, de divertir et d'éduquer ou dans le but d'assurer une communication commerciale. Outre les services répondant à cette définition, le télétexte est également considéré comme un service de médias audiovisuels en étant soumis uniquement aux articles 9 à 15, 28, 29 et 41; »;

10° Il est inséré un 37°*ter* rédigé comme suit : « 37°*ter* Service linéaire : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont destinés à être reçus simultanément par l'ensemble du public ou une partie de celui-ci au moment décidé par l'éditeur de services de médias audiovisuels sur la base d'une grille de programmes élaborée par lui; »;

11° Il est inséré un 37°*quater* rédigé comme suit : »37°*quater* Service non linéaire : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont destinés à être reçus à la demande et au moment choisi par l'utilisateur, sur la base d'un catalogue de programmes établi par un éditeur de services de médias audiovisuels; »;

12° Il est inséré un 37°*quinqüies* rédigé comme suit : « 37°*quinqüies* Service télévisuel : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont des programmes télévisuels; »;

13° Il est inséré un 37°*sexies* rédigé comme suit : « 37°*sexies*. Service sonore : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont des programmes sonores; »;

14° Au 38°, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuel »;

15° Au 39°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

16° Au 41°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

17° Le 41°*ter* est abrogé;

18° Au 42°, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuel »;

19° Au 43° et 43°*bis*, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels ».

Art. 4. A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « de radiodiffusion » sont remplacés par les mots « relative aux services de médias audiovisuels »;

2° Dans le § 4, le mot « effectif » est chaque fois abrogé;

3° Dans le § 4, les mots « relatives à la programmation » sont chaque fois remplacés par les mots « éditoriales relatives à ses services de médias audiovisuels »;

4° Dans le § 4, le mot « radiodiffusion » est chaque fois remplacé par les mots « services de médias audiovisuels »;

5° Le § 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Relève de la compétence de la Communauté française, l'éditeur de services qui n'est pas établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen et qui distribue ou fait distribuer un ou plusieurs de ses services de médias audiovisuels :

a) En utilisant une liaison montante vers un satellite située en Région de langue française, ou située en région bilingue de Bruxelles-Capitale s'il s'agit d'un éditeur de services qui, en raison de ses activités, doit être considéré comme relevant exclusivement de la Communauté française.

b) En utilisant, à défaut d'une liaison montante telle que visée au point a), une capacité satellitaire relevant de la compétence de la Communauté française. »;

6° Dans le § 6, les mots « de services » sont insérés entre les mots « l'éditeur » et les mots « non visé »;

7° Dans le § 6, les mots « 52 et suivants » sont remplacés par les mots « 43 à 48 »;

8° Le § 7 est abrogé;

9° Dans le § 8, 1^{re} phrase, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

10° Dans le § 8, 1°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « communications électroniques »;

11° Le § 9 est remplacé par ce qui suit :

« § 9. Relève de la compétence de la Communauté française tout opérateur de réseau disposant d'un siège d'exploitation en Belgique et qui assure les opérations techniques :

— D'un réseau de communications électroniques couvrant la Région de langue française;

— D'un réseau de communications électroniques couvrant la Région bilingue de Bruxelles-capitale et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française. ».

Art. 5. L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 3. § 1^{er}. Aux fins de satisfaire au droit du public à l'information quant aux événements publics, la RTBF et tout éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française ont le droit d'avoir un libre accès aux événements publics dans la mesure où ceux-ci ont lieu dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale si l'organisateur de cet événement sur la Région de Bruxelles-Capitale peut être considéré comme relevant exclusivement de la Communauté française en raison de ses activités.

Lorsqu'il s'agit d'un événement public visé à l'alinéa 1^{er} faisant l'objet de l'exercice d'un droit d'exclusivité par un autre éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française, ils peuvent procéder à la captation de l'événement public à la fin exclusive d'en insérer de brefs extraits dans un journal d'information ou dans tout autre programme d'actualités régulièrement programmé. Dans ce cas, la captation se fait en respectant la priorité matérielle dont bénéficie l'éditeur de services disposant du droit d'exclusivité.

Pour les événements publics sportifs visés à l'alinéa 1^{er} faisant l'objet de l'exercice d'un droit d'exclusivité, ils peuvent procéder uniquement à la captation d'images et/ou de sons en marge de ces événements.

§ 2. Aux fins de satisfaire au droit du public à l'information quant aux événements publics, à défaut d'avoir pu accéder à l'événement public visé au § 1^{er} uniquement pour des raisons de sécurité et de prévention d'entraves à son déroulement ou dans le cas d'événements publics sportifs visés au § 1^{er} ou dans le cas de tout autre événement public non visé au § 1^{er}, la RTBF et tout éditeur de services linéaires relevant de la compétence de la Communauté française ont le droit de faire des enregistrements, moyennant une contrepartie équitable, raisonnable et non discriminatoire qui ne peut dépasser les frais supplémentaires directement occasionnés pour ces enregistrements d'images et/ou de sons d'événements publics détenus par des éditeurs de services relevant de la compétence de la Communauté française à la fin exclusive d'en insérer de brefs extraits dans un journal d'information ou dans tout autre programme d'actualités régulièrement programmé. Ce droit peut être étendu aux éditeurs de services relevant de la compétence des autres Communautés et des autres Etats de l'Union européenne sous bénéfice de réciprocité et d'équivalence et à la condition que l'éditeur de services concerné n'a pas la possibilité d'enregistrer la captation de l'événement public auprès d'un éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté ou de l'Etat de l'Union européenne dans lequel il est établi.

Par dérogation à l'alinéa précédent :

— Lorsque l'organisateur d'un événement public sportif visé au § 1^{er} n'a pas cédé de droit d'exclusivité à un éditeur de services;

— Ou lorsqu'un éditeur de services détenteur d'un tel droit n'a pas procédé ou fait procéder à la captation de cet événement;

La RTBF et tout éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française ont le droit de procéder eux-mêmes à la captation de l'événement à la fin exclusive d'en insérer de brefs extraits dans un journal d'information ou dans tout autre programme d'actualités régulièrement programmé.

L'éditeur de services qui fait un enregistrement en application du 1^{er} alinéa choisit librement les images et/ou les sons qui constitueront les extraits. Chaque extrait doit comprendre une mention qui précise la source des images et/ou des sons qui constituent l'extrait.

Les extraits ne peuvent au total dépasser 90 secondes par événement public dans un service télévisuel et 30 secondes dans un service sonore. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un événement public comprenant lui-même plusieurs événements publics, la limite de 90 secondes ou de 30 secondes vaut pour chacun de ces événements.

Un extrait ne peut être inséré dans un journal d'information ou dans un autre programme d'actualités régulièrement programmé qu'au moins 20 minutes après la fin de l'événement public ou de l'événement faisant partie de cet événement public.

Un extrait ne peut être inséré dans un programme proposé dans un service non linéaire d'un éditeur de services que si ce même programme a déjà préalablement été diffusé dans le cadre d'un service linéaire de ce même éditeur de services conformément à l'alinéa précédent.

§ 3. Nul ne peut se prévaloir du droit d'enregistrement et de l'utilisation d'extraits visé au § 2 alors qu'il avait accès aux événements publics lui permettant de procéder ou de faire procéder à la captation de ces événements.

§ 4. Sans préjudice d'accords conclus entre les éditeurs de services, les modalités nécessaires à la mise en oeuvre du § 2 sont déterminées par un règlement du Collège d'avis du CSA visé à l'article 132, § 1^{er}, 5^o et approuvé par le Gouvernement.

Ce règlement prévoit notamment :

- Les conditions de réutilisation éventuelle des extraits;
- La manière dont l'éditeur primaire informe l'éditeur secondaire des conditions et des coûts d'usage des extraits;
- Les informations qui doivent être échangées entre éditeurs primaire et secondaires;
- Le type et la durée de mention de la source;
- Les précisions relatives aux durées et délais de diffusion autorisés;
- Les modalités de protection éventuelle des droits exclusifs pour les programmes d'actualités régulièrement programmés;
- Des précisions relatives à la détermination d'une contrepartie équitable. ».

Art. 6. Dans le Titre premier, chapitre III du même décret, l'intitulé de la section II est remplacé par ce qui suit : « Section II. – Droit d'accès du public, dans les services télévisuels linéaires, aux événements d'intérêt majeur. ».

Art. 7. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont chaque fois remplacés par les mots « télévisuels linéaires » ou « télévisuel linéaire » en fonction de l'accord au pluriel ou au singulier qu'il convient d'effectuer;

2° Dans le § 5, cinquième tiret, les mots « de télévision » sont remplacés par les mots « télévisuels linéaires ».

Art. 8. A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La RTBF et les éditeurs de services rendent publiques les informations de base les concernant pour permettre au public de se faire une opinion sur la valeur à accorder aux informations et aux opinions diffusées dans les programmes des services de médias audiovisuels visés par le présent décret. Le Gouvernement arrête la liste des informations de base ainsi que les modes de diffusion assurant un accès facile, direct et permanent à celle-ci. Cette liste reprend au moins le nom, l'adresse du siège social, les coordonnées téléphoniques, l'adresse de courrier électronique et du site web, le numéro de T.V.A. et la liste des actionnaires ou des membres de l'éditeur de services ainsi que les coordonnées du CSA en tant qu'organe de contrôle de l'éditeur de services. »;

2° Dans le § 2, 2^o, les mots « de la radiodiffusion » sont remplacés par les mots « des médias audiovisuels »;

3° Dans le § 2, 3^o, les mots « radiodiffusion » sont remplacés par les mots « médias audiovisuels ».

Art. 9. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, le mot « autorisé » et les mots « déclaré en vertu du présent décret » sont abrogés;

2° Dans le § 1^{er}, premier alinéa et dans le § 2, premier alinéa, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

3° Dans le § 2, 1^o et 3^o, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont chaque fois remplacés par le mot « télévisuels »;

4° Dans le § 2, 2^o et 4^o, les mots « services de radiodiffusion sonores » sont chaque fois remplacés par « services sonores »;

5° Dans le § 2, 2^o, en fin de phrase, le mot « de radiodiffusion » entre le mot « service » et le mot « sonore » est abrogé.

Art. 10. A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

2° Les mots « de médias audiovisuels » sont insérés entre les mots « tout service » et les mots « d'un éditeur ».

Art. 11. Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au 1°, les mots « de race, de sexe, de nationalité, de religion ou de conception philosophique » sont remplacés par les mots « de prétendue race, d'ethnie, de sexe, de nationalité, de religion ou de conception philosophique, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle »;

2° Le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° des programmes susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des programmes comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite. Cette dernière interdiction s'étend aux autres programmes ou séquences de programmes, notamment les bandes annonces, susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf :

a) pour les services linéaires, s'il est assuré notamment par le choix de l'heure de diffusion du programme ou par le biais d'un accès conditionnel que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient pas ou n'écourent normalement pas ces programmes et pour autant que ce programme soit précédé d'un avertissement acoustique ou identifié par la présence d'un symbole visuel tout au long de sa diffusion;

b) pour les services non linéaires, s'il est assuré, notamment par le biais d'un accès conditionnel, que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient pas ou n'écourent normalement pas ces programmes et pour autant que ce programme soit précédé d'un avertissement acoustique ou identifié par la présence d'un symbole visuel tout au long de sa diffusion.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application des points a) et b). ».

Art. 12. Dans le Titre II du même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit : « Chapitre III. – La communication commerciale ».

Art. 13. Dans le Titre II, chapitre III du même décret, l'intitulé de la section première est remplacé par ce qui suit : « Section première. – Règles générales pour les services linéaires et non linéaires ».

Art. 14. Dans l'article 10 du même décret, le mot « publicitaire » est remplacé par le mot « commerciale ».

Art. 15. A l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le mot « publicitaire » est remplacé par le mot « commerciale »;

2° Le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° comporter ou promouvoir de discrimination en raison de la prétendue race, de l'origine ethnique, du sexe, de l'orientation sexuelle, ou de la nationalité, d'un handicap ou de l'âge; »;

3° Dans le 5°, les mots « gravement » sont insérés entre les mots « comportements » et les mots « à la protection ».

Art. 16. Dans l'article 12 du même décret, le mot « publicitaire » est chaque fois remplacé par le mot « commerciale ».

Art. 17. A l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le mot « publicitaire » est remplacé par le mot « commerciale »;

2° Au 1°, les mots « ou à la location » sont insérés entre les mots « à l'achat » et les mots « d'un produit ».

Art. 18. A l'article 14 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans les §§ 1^{er}, 2, 3 et 4, le mot « publicitaire » est chaque fois remplacé par le mot « commerciale » ou « commercial » en fonction de l'accord au féminin ou au masculin qu'il convient d'effectuer;

2° Le § 5 est remplacé par ce qui suit : « § 5. La deuxième phrase du § 1^{er} n'est pas applicable au parrainage, à la publicité virtuelle et au placement de produit. Le § 4 n'est pas applicable au parrainage et à l'autopromotion. »;

3° Le § 6 est remplacé par ce qui suit : « § 6. La communication commerciale clandestine est interdite. ».

Art. 19. A l'article 15 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « placement de produit » sont insérés entre les mots « le parrainage, » et les mots « et l'autopromotion »;

2° Le mot « publicitaire » est remplacé par le mot « commerciale ».

Art. 20. Dans le Titre II, chapitre III du même décret, l'intitulé de la section II est remplacé par ce qui suit : « Section II. — Règles particulières pour les services télévisuels linéaires et non linéaires ».

Art. 21. L'article 18 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Article 18. § 1^{er}. Sans préjudice des conditions fixées aux §§ 2 et 3, la publicité, le télé-achat et l'autopromotion peuvent être insérés dans les programmes à la condition de ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur de ces programmes en tenant compte de leurs interruptions naturelles ainsi que de leur durée et de leur nature, et de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit.

§ 2. La diffusion d'œuvres de fiction cinématographique, d'œuvres de fiction télévisuelle - à l'exclusion des séries et des feuilletons -, de programmes d'actualités, de documentaires, de programmes religieux et de programmes de morale non confessionnelle, peut être interrompue par la publicité, le télé-achat et l'autopromotion une fois par tranche de trente minutes au moins.

Toutefois, dans les services édités par la RTBF et par les télévisions locales, la publicité et l'autopromotion ne peuvent interrompre ni une œuvre de fiction cinématographique, ni une œuvre dont l'auteur veut conserver l'intégrité, ni une séquence d'un programme.

§ 3. La publicité, le télé-achat et l'autopromotion ne peuvent être insérés dans les journaux télévisés, dans les programmes pour enfants, dans les retransmissions de cérémonies religieuses et laïques. »

Art. 22. L'article 18bis du même décret, inséré par le décret du 19 juillet 2007, est abrogé.

Art. 23. Dans l'article 19 du même décret, la deuxième phrase est complétée par les mots « , sauf lors de la diffusion de manifestations sportives ».

Art. 24. L'article 20 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Article 20. § 1^{er} Pour les services télévisuels linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat à l'intérieur d'une période donnée d'une heure d'horloge est fixé par le Gouvernement.

Il ne peut dépasser 20 p.c. de cette période.

§ 2. Pour les services télévisuels non linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat insérés dans un programme est fixé par le Gouvernement.

Il ne peut dépasser 20 p.c. de la durée de ce programme.

§ 3. La publicité virtuelle et le placement de produit ne sont pas visés par le § 1^{er} et le § 2. ».

Art. 25. L'article 21, supprimé par le décret du 22 décembre 2005, est rétabli sous la forme suivante :

« Article 21. § 1^{er}. Le placement de produit est interdit.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le placement de produit est admissible :

1° Dans les œuvres de fiction cinématographique et télévisuelle ainsi que dans des programmes sportifs et de divertissement, ou

2° Lorsqu'il n'y a pas de paiement mais uniquement la fourniture, à titre gratuit, de certains biens ou services, tels que des accessoires de production et des lots, en vue de leur inclusion dans un programme.

Ces dérogations ne s'appliquent pas aux programmes pour enfants ni aux journaux télévisés.

Les programmes qui comportent du placement de produit répondent au moins à toutes les conditions suivantes :

1° Leur contenu, et, dans le cas de services linéaires, leur programmation ne doivent en aucun cas être influencés de manière à porter atteinte à la responsabilité et à l'indépendance éditoriale de l'éditeur de services;

2° Ils n'incitent pas directement à l'achat ou à la location de biens ou de services, notamment en faisant des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services;

3° Ils ne mettent pas en avant de manière injustifiée le produit en question;

4° Ils sont clairement identifiés comme comportant du placement de produit par des moyens optiques et acoustiques au début et à la fin de leur diffusion, ainsi que lorsqu'ils reprennent après une interruption publicitaire, afin d'éviter toute confusion de la part du téléspectateur. Cette dernière condition s'applique uniquement aux programmes qui ont été produits ou commandés par l'éditeur de services ou par une société qui est directement ou indirectement son actionnaire ou dans laquelle il est directement ou indirectement actionnaire.

§ 3. Les dispositions des § 1^{er} et § 2 s'appliquent aux programmes produits après le 19 décembre 2009. ».

Art. 26. Dans le Titre II, chapitre III du même décret, l'intitulé de la section III est remplacé par ce qui suit : « Section III. — Règles particulières pour les services sonores linéaires et non linéaires ».

Art. 27. L'article 22 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 22. § 1^{er}. Pour les services sonores linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat à l'intérieur d'une période donnée d'une heure d'horloge est fixé par le Gouvernement.

Il ne peut dépasser 20 p.c. de cette période.

§ 2. Pour les services sonores non linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat insérés dans un programme est fixé par le Gouvernement.

Il ne peut dépasser 20 p.c. de la durée de ce programme. »

Art. 28. L'article 23 du même décret est complété par ce qui suit :

« Article 23. La publicité, le télé-achat et l'autopromotion ne peuvent être insérés dans les journaux parlés, dans les programmes pour enfants, dans les retransmissions de cérémonies religieuses et laïques. »

Art. 29. Dans le Titre II, chapitre III du même décret, l'intitulé de la section IV est remplacé par ce qui suit : « Section IV. — Règles propres au parrainage dans les services linéaires et non linéaires ».

Art. 30. Dans l'article 24 du même décret, modifié par le décret du 19 juillet 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au 1°, les mots « , dans le cas d'un service linéaire, » sont insérés entre les mots « le contenu et » et les mots « la programmation »;

2° Le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° les programmes parrainés doivent être clairement identifiés par une annonce de parrainage avec le logo ou un autre symbole du parraineur dans les génériques de début et de fin du programme ou en début et fin d'une séquence clairement identifiable du programme, ainsi que dans les bandes annonces qui assurent la promotion de ce programme. »;

3° Les 3°, 4° et 6° sont abrogés;

4° Au 7°, les mots « d'horloge » sont remplacés par les mots « de programme parrainé »;

5° Au 9°, les mots « d'information politique et générale » sont remplacés par les mots « d'actualités ».

Art. 31. A l'article 25 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « En télévision » sont remplacés par les mots « dans les services télévisuels »;

2° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « d'événements sportifs » sont remplacés par les mots « de compétitions sportives »;

3° Dans l'alinéa 2, les mots « d'horloge » sont remplacés par les mots « de programme parrainé »;

Art. 32. Dans l'article 26 du même décret, les mots « En télévision » sont remplacés par les mots « dans les services télévisuels ».

Art. 33. Dans le Titre II, chapitre III du même décret modifié par le décret du 19 juillet 2007, l'intitulé de la section IV^{bis} est remplacé par ce qui suit : « Section IV^{bis}. — Règles relatives aux nouvelles formes de communication commerciale dans les services linéaires et non linéaires ».

Art. 34. L'article 27bis du même décret, inséré par le décret du 19 juillet 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Article 27bis. Lorsqu'un éditeur de services recourt à la communication commerciale interactive, l'utilisateur doit être averti du passage à l'environnement interactif publicitaire, promotionnel ou commercial par des moyens optiques ou acoustiques appropriés de sorte qu'il agisse librement et en connaissance de cause.

Le Gouvernement peut limiter le nombre et la durée de visibilité des messages de communication commerciale interactive. ».

Art. 35. A l'article 27ter du même décret, modifié par le décret du 19 juillet 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, la première phrase commençant par les mots « En télévision » et finissant par les mots « le respect des conditions suivantes : » est remplacée par la phrase suivante : « La publicité virtuelle est interdite sauf à l'occasion de la retransmission en direct ou en différé de compétitions sportives moyennant le respect des conditions suivantes : »;

2° Dans le 1°, les mots « l'événement » sont remplacés par les mots « la compétition sportive »;

3° Le 7° et le 8° sont abrogés;

4° Le mot « service » est chaque fois remplacé par le mot « services »;

5° Dans le dernier alinéa, les mots « des mentions de publicité virtuelle » sont remplacés par les mots « de la publicité virtuelle ».

Art. 36. Dans le même décret modifié par le décret du 19 juillet 2007, il est inséré un article 27quater rédigé comme suit :

« Article 27quater. La communication commerciale par écran partagé est autorisée moyennant le respect des conditions suivantes :

1° La communication commerciale par écran partagé ne peut comprendre que de la publicité et de l'autopromotion;

2° La communication commerciale par écran partagé est interdite durant les journaux télévisés, les programmes d'actualités, les retransmissions de cérémonies religieuses et laïques, les programmes religieux et de morale non confessionnelle, et les programmes pour enfants;

3° La communication commerciale par écran partagé peut uniquement être insérée :

— Durant les génériques de fin des programmes autres que ceux visés au 2° et notamment pendant les génériques de fin des œuvres audiovisuelles;

— Durant les retransmissions en direct ou en différé de compétitions sportives au moment des interruptions naturelles de ces compétitions;

— Durant les programmes de divertissement sachant qu'une période de 20 minutes au moins doit s'écouler entre chaque insertion;

1° La communication commerciale par écran partagé ne peut pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur du programme dans lequel elle est insérée, ni porter préjudice aux droits des ayants droit;

2° La communication commerciale par écran partagé doit être aisément identifiable comme telle par une séparation spatiale nette avec le programme, grâce à des moyens optiques appropriés;

3° L'espace attribué à la communication commerciale par écran partagé doit rester raisonnable et doit permettre au téléspectateur de continuer à suivre le programme.

La durée de la publicité dans les écrans partagés est intégralement comptabilisée dans le temps de la publicité et des spots de télé-achat visé à l'article 20, § 1^{er} ou § 2.

Le Gouvernement peut limiter le nombre et la durée de visibilité de la communication commerciale par écran partagé. »

Art. 37. Dans le Titre II, chapitre III du même décret, l'intitulé de la section V est remplacé par ce qui suit : « Section V. — Règles propres aux programmes de télé-achat dans les services linéaires ou non linéaires ».

Art. 38. A l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « autorisés en vertu du présent décret » et les mots « du Gouvernement et » sont abrogés;

2° Dans le § 1^{er}, 1°, les mots « pour les services linéaires, » sont insérés avant les mots « la durée de diffusion »;

3° Dans le § 3, première phrase, les mots « par des moyens optiques et acoustiques » sont insérés après les mots « comme tels »;

4° Dans le § 3, les deuxième et troisième phrases commençant par les mots « Ils doivent obligatoirement » et finissant par les mots « est fixée à 15 minutes » sont remplacées par ce qui suit :

« Ils ne peuvent pas être interrompus, notamment par des messages publicitaires ou de parrainage.

La durée minimale d'un programme de télé-achat est fixée à 15 minutes. ».

5° Dans le § 4, les mots « Pour les services linéaires, » sont insérés avant les mots « le Gouvernement »;

6° Dans le § 6, les mots « Pour les services linéaires, » sont insérés avant les mots « la durée de diffusion ».

Art. 39. Dans le Titre II, chapitre III du même décret, l'intitulé de la section VI est abrogé.

Art. 40. Dans le Titre II du même décret, il est inséré un chapitre IV rédigé comme suit : « Chapitre IV – Accessibilité des programmes pour les personnes à déficience sensorielle ».

Art. 41. Dans le même décret, il est inséré un article 30 rédigé comme suit :

« Article 30. Les éditeurs de services appliquent les règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 132, § 1^{er}, 5° et approuvés par le Gouvernement, qui réglementent l'accessibilité des programmes aux personnes à déficience sensorielle. »

Art. 42. Dans le même décret, l'intitulé du titre III est remplacé par ce qui suit : « TITRE III. — L'EDITION DE SERVICES DE MEDIAS AUDIOVISUELS ».

Art. 43. Dans l'article 32 du même décret, les mots « 36, 43, 44 et 46 » sont remplacés par les mots « 34, 36, 40, 41bis, 43, 44, 46 et 47bis ».

Art. 44. L'article 33 du même décret est abrogé.

Art. 45. L'article 34 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 34. La RTBF et tout éditeur de services doivent avoir mis en œuvre les procédures destinées à respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins. ».

Art. 46. L'article 35 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 2005 est remplacé par ce qui suit :

« Article 35. § 1^{er}. L'éditeur de services dont le service de médias audiovisuels est distribué via une plate-forme de distribution fermée doit :

1° Etre une société commerciale dont le capital est représenté exclusivement par des actions nominatives;

2° S'il diffuse de l'information, faire assurer, par service, la gestion des programmes d'information par des journalistes professionnels engagés sous contrat d'emploi, et reconnus conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel, ou dans les conditions pour y accéder, en nombre suffisant par rapport au service édité;

3° S'il diffuse de l'information, établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter;

4° S'il diffuse de l'information, reconnaître une société interne de journalistes en qualité d'interlocutrice et la consulter sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle, sur l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'information et sur la désignation du rédacteur en chef. Cette société interne est composée de journalistes représentant la ou les rédactions de l'éditeur de services;

5° Etre indépendant de tout gouvernement, de tout parti politique ou organisation représentative des employeurs ou des travailleurs.

§ 2. Par dérogation, les radios indépendantes visées à l'article 53 ne sont pas soumises au § 1^{er}, 1°, 4° et 6°.

Les éditeurs de services sonores visés à l'article 58 ne sont pas soumis au § 1^{er}, 1°. S'ils sont constitués en association sans but lucratif, ils ne sont pas soumis au § 1^{er}, 4° et 6°. Toutefois, les radios indépendantes visées à l'article 53 et les éditeurs de services visés à l'article 58 lorsque leur service sonore est distribué via une plate-forme de distribution fermée doivent être constitués en personne morale. »

Art. 47. L'article 36 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Article 36. La RTBF et les éditeurs de services doivent conserver une copie intégrale de leurs programmes pendant une durée de trois mois à dater de leur insertion dans le service de médias audiovisuels et mettre cette copie à la disposition de toute autorité qui en ferait la demande en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. Pour les services linéaires, ils conservent pendant la même durée, la conduite quotidienne de chaque service de médias audiovisuels édité qui reprend l'ensemble des programmes, séquences de programme et l'heure exacte de leur insertion.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le délai de conservation des programmes pour les radios indépendantes visées à l'article 53 et pour les éditeurs de services sonores visés à l'article 58, s'ils sont constitués en association sans but lucratif ou sont des personnes physiques, est de deux mois. Pour les éditeurs de services télévisuels qui sont des personnes physiques, ce délai est également de deux mois. ».

Art. 48. Dans le Titre III du même décret, l'intitulé du Chapitre III est remplacé par ce qui suit : « Chapitre III. — Règles particulières aux services télévisuels »

Art. 49. Dans le Titre III, Chapitre III du même décret, l'intitulé de la section première est remplacé par ce qui suit : « Section première. — De la procédure de déclaration des éditeurs de services télévisuels ».

Art. 50. L'article 37 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 37. § 1^{er}. L'éditeur de services doit effectuer une déclaration préalable introduite par lettre recommandée auprès du Collège d'autorisation et de contrôle du CSA pour chacun des services télévisuels qu'il entend éditer.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'éditeur de services qui souhaite bénéficier de l'usage de radiofréquences pour la diffusion de son ou ses services télévisuels en mode numérique ou analogique par voie hertzienne terrestre doit être autorisé pour cet usage selon la procédure visée à la sous-section IV ou V selon le cas de la section première du chapitre III du titre VI.

§ 2. La déclaration comporte les données suivantes :

1° La dénomination de l'éditeur de services et du service télévisuels;

2° L'adresse du siège social et du siège d'exploitation de l'éditeur de services;

3° Les statuts de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en personne morale;

4° Les données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en société commerciale;

5° Un plan financier établi sur une période de trois ans;

6° La nature et la description du service télévisuel, en ce compris la description du système d'information éventuellement prévu ainsi que, le cas échéant, la preuve de l'occupation de journalistes;

7° Le délai dans lequel sera diffusé le service télévisuel;

8° Les coordonnées des distributeurs de services auprès desquels l'éditeur de services envisage de mettre à disposition son service télévisuel;

9° Si l'éditeur de services est lui-même distributeur du service télévisuel, les modalités de commercialisation de ce service.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée par lettre recommandée au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Gouvernement arrête le modèle de la déclaration. »

Art. 51. L'article 38 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 38. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçu en application du dernier alinéa du § 2 de l'article 37 est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. ».

Art. 52. L'article 39 du même décret est abrogé.

Art. 53. Dans le Titre III, Chapitre III du même décret, l'intitulé de la section II est remplacé par ce qui suit : « Section II. — Dispositions communes aux services télévisuels linéaires et non linéaires ».

Art. 54. L'article 40 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 40. La RTBF et les éditeurs de services télévisuels doivent présenter au Collège d'autorisation et de contrôle un rapport annuel comprenant notamment les éléments d'information relatifs au respect, chacun pour ce qui le concerne, des obligations prévues aux articles 34, 35, 41, 42, 43 et 47bis. Pour les obligations visées aux articles 43 et 47bis, le rapport annuel comportera également les éléments d'information service par service. ».

Art. 55. A l'article 41 du même décret, modifié par les décrets du 22 décembre 2005 et du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er} et dans le § 3, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont chaque fois remplacés par le mot « télévisuels »;

2° Dans le § 3, les deux premiers tirets sont remplacés par ce qui suit :

— « 0 p.c. de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 0 et 300.000 €;

— 1,4 p.c. de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 300.000 € et 5 millions d'euros »;

1° Dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots « messages de » et les mots « , nationale et régionale » sont abrogés;

2° Dans le § 4, alinéa 1^{er}, le mot « télévisuels » est inséré entre les mots « les services » et les mots « de l'éditeur »;

3° Dans le § 4, alinéa 1^{er}, le mot « télévisuels » est inséré entre les mots « à disposition des services » et les mots « par l'éditeur »;

4° Dans le § 4, les mots « de services » sont chaque fois insérés après le mot « distributeur »;

5° Dans le § 4, alinéa 2, le mot « télévisuels » est inséré entre les mots « pour les services » et les mots « pour lesquels »;

6° Dans le § 4, alinéa 2, les mots « il a fait une déclaration ou » sont insérés entre les mots « pour lesquels » et les mots « il est autorisé »;

7° Dans le § 5, le mot « télévisuels » est inséré entre les mots « L'éditeur de services » et les mots « doit remettre ».

Art. 56. Dans le même décret, il est inséré un article 41bis rédigé comme suit :

« Article 41bis. La RTBF et les éditeurs de services télévisuels ne peuvent diffuser une œuvre cinématographique en dehors des délais convenus avec les ayants-droits. ».

Art. 57. Dans le Titre III, Chapitre III du même décret, une section IIbis intitulée « Section IIbis. – Dispositions particulières pour les services télévisuels linéaires » est insérée entre les articles 41bis et 42.

Art. 58. Dans l'article 42 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « L'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit » sont remplacés par les mots « L'éditeur de services doit dans ses services télévisuels linéaires »;

2° Au 2°, le mot « ou » est inséré entre les mots « à l'autopromotion » et les mots « au télé-achat »;

3° Au 2°, les mots « ou aux services de télétexte » sont abrogés.

Art. 59. A l'article 43 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er} et le § 2, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont chaque fois abrogés;

2° Dans le § 1^{er} et le § 2, les mots « télévisuels linéaires » sont chaque fois insérés après les mots « doivent assurer dans leur services »;

3° Dans le § 1^{er} et le § 2, le mot « ou » est chaque fois inséré entre les mots « à l'autopromotion » et les mots « au télé-achat »;

4° Dans le § 1^{er} et le § 2, les mots « ou aux services de télétexte » sont chaque fois abrogés;

5° Dans le § 2, les mots « d'antenne » sont remplacés par les mots « de diffusion »;

6° Dans le § 2, les mots « des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle » sont abrogés;

7° Le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux services télévisuels linéaires destinés à un public local et ne faisant pas partie d'un réseau national ainsi qu'aux services télévisuels linéaires qui par nature ont pour objet de proposer exclusivement ou principalement des œuvres non européennes. Par principalement, il faut entendre au moins 80 % du temps de diffusion visé au § 1^{er}. Ils ne s'appliquent pas non plus aux services télévisuels linéaires utilisant exclusivement une langue autre que les langues officielles ou reconnues par les Etats de l'Union européenne et dont les programmes sont exclusivement destinés à être captés en dehors de l'Union européenne et qui ne sont pas reçus directement ou indirectement par le public d'un ou de plusieurs Etats membres.

Le paragraphe 2 ne s'applique pas aux services télévisuels linéaires dont le temps de diffusion visé au § 1^{er} se compose d'au moins 80 % de production propre. »

Art. 60. Dans le même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les articles 44, 45 et 46 sont abrogés.

Art. 61. Dans l'article 47 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par les mots « télévisuels linéaires ».

Art. 62. Dans le Titre III, Chapitre III du même décret, une section *IIter* intitulée « Section *IIter*. — Dispositions particulières pour les services télévisuels non linéaires » est insérée entre les articles 47 et 47bis.

Art. 63. Dans le même décret, il est inséré un article 47bis rédigé comme suit :

« Article 47bis. La RTBF et les éditeurs de services doivent dans leurs services télévisuels non linéaires assurer une mise en valeur particulière des œuvres européennes comprises dans leur catalogue, en ce compris des œuvres originales d'auteurs relevant de la Communauté française, en mettant en évidence, par une présentation attrayante, la liste des œuvres européennes disponibles. »

Art. 64. Dans le Titre III, Chapitre III du même décret, l'intitulé de la section III est remplacé par ce qui suit : « Section III – Dispositions relatives au droit de distribution obligatoire pour les services télévisuels linéaires ».

Art. 65. A l'article 48 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Les mots « télévisuels linéaires » sont insérés entre les mots « des services » et les mots « spécifiés d'un éditeur »;
- 2° Les mots « de radiodiffusion télévisuelle autorisé » sont abrogés.

Art. 66. Dans l'article 49, § 1^{er} du même décret, les mots « Après que le Collège d'autorisation et de contrôle ait octroyé au demandeur une autorisation visée à l'article 33, » sont abrogés.

Art. 67. A l'article 50 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Dans les § 1^{er}, § 2 et § 4, les mots « télévisuel linéaire » sont chaque fois insérés après le mot « service »;
- 2° Dans le § 2, 1°, les mots « à l'article 41, § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 41, § 3 »;
- 3° Dans le § 2, 1°, les mots « à l'article 41, § 3 » sont remplacés par les mots « à l'article 41, § 4 »;
- 4° Dans le § 5, les mots « à l'article 46 » sont remplacés par les mots « à l'article 40 ».

Art. 68. L'article 51 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 51. Les éditeurs de services sont tenus de distribuer le service télévisuel linéaire disposant d'un droit de distribution obligatoire dans les 6 mois à compter de l'octroi dudit droit. »

Art. 69. Dans le Titre III, Chapitre III du même décret, l'intitulé de la section IV est remplacé par ce qui suit : « Section IV. — Dispositions propres aux services de télé-achat pour les services télévisuels linéaires et non linéaires ».

Art. 70. A l'article 52 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Dans le § 1^{er} et le § 3, le mot « télévisuel » est inséré entre le mot « service » et les mots « de télé-achat »;
- 2° Dans le § 2, le mot « télévisuels » est inséré entre le mot « services » et les mots « de télé-achat »;
- 3° Dans le § 4, les mots « à l'article 46 » sont remplacés par les mots « à l'article 40 ».

Art. 71. Dans le Titre III du même décret, l'intitulé du Chapitre IV est remplacé par ce qui suit : « Chapitre IV. — Règles particulières aux services sonores privés ».

Art. 72. Dans le Titre III, Chapitre IV du même décret, l'intitulé de la section première est remplacé par ce qui suit : « Section première. — De la demande et la procédure d'autorisation des éditeurs de services sonores par voie hertzienne terrestre analogique ».

Art. 73. A l'article 53 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de radiodiffusion sonore » sont remplacés par le mot « sonores »;
- 2° Dans l'alinéa 2, le mot « programmes » est remplacé par les mots « services sonores ».

Art. 74. A l'article 54 du même décret, modifié par le décret du 29 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Dans le § 1^{er}, les mots « pour chaque service sonore par le Collège d'autorisation et de contrôle » sont insérés entre les mots « sont autorisés » et les mots « suite à un appel »;
- 2° Dans le § 2, le mot « sonores » est inséré entre les mots « des éditeurs de services » et le mot « prévoit »;
- 3° Dans le § 2, 1°, le mot « programme » est remplacé par les mots « contenu du service sonore »;
- 4° Dans le § 2, 2°, a), le mot « programme » est remplacé par les mots « service sonore ».

Art. 75. A l'article 55 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Le § 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. La demande doit être accompagnée pour les radios en réseau :
 - De la dénomination de l'éditeur de services et du service sonore;
 - De l'adresse du siège social et du siège d'exploitation de l'éditeur de services;
 - Des statuts de l'éditeur de services;
 - Des données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services;
 - De la description du service sonore, en ce compris la description du système d'information éventuellement prévu ainsi que, le cas échéant, la preuve de l'occupation de journalistes ou de l'engagement d'effectuer une telle occupation dès l'octroi de l'autorisation;
 - D'un plan financier établi sur une période de trois ans;
 - De la liste des exploitants ou candidats exploitants du réseau à laquelle sont jointes les conditions essentielles des contrats d'exploitation conclus ou à conclure avec ceux-ci. »;

1° Le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La demande doit être accompagnée pour les radios indépendantes :

1° De la dénomination de l'éditeur de services et du service sonore;

2° De l'adresse du siège social et du siège d'exploitation de l'éditeur de services;

3° Des statuts de l'éditeur de services;

4° Des données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en société commerciale;

5° De la description du service sonore, en ce compris la description du système d'information éventuellement prévu;

6° D'un plan financier établi sur une période de trois ans. ».

Art. 76. Dans l'article 56 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au 2°, les mots « à l'article 37, § 2, 5° » sont remplacés par les mots « 55, § 2 et § 3 »;

2° L'article est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Une autorisation est incessible et est donnée pour une durée de neuf ans, renouvelable. ».

Art. 77. Dans l'article 56*bis*, alinéas 7 et 8 du même décret, insérés par le décret du 28 février 2008, les mots « du décret » sont abrogés.

Art. 78. Dans le Titre III, Chapitre IV du même décret, l'intitulé de la section II est remplacé par ce qui suit : « Section II. — De la procédure de déclaration des éditeurs de services sonores recourant à d'autres moyens de diffusion que la voie hertzienne terrestre analogique ».

Art. 79. L'article 58 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 58. § 1^{er}. L'éditeur de services doit effectuer une déclaration préalable introduite par lettre recommandée auprès du Collège d'autorisation et de contrôle du CSA pour chacun des services sonores qu'il entend éditer.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'éditeur de services qui souhaite bénéficier de l'usage de radiofréquences pour la diffusion de son ou ses services sonores en mode numérique par voie hertzienne terrestre doit être autorisé pour cet usage selon la procédure visée à la sous-section III de la section première du Chapitre III du Titre VI.

§ 2. La déclaration comporte les données suivantes :

1° La dénomination de l'éditeur de services et du service sonore;

2° L'adresse du siège social et du siège d'exploitation de l'éditeur de services;

3° Les statuts de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en personne morale;

4° Les données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en société commerciale;

5° Un plan financier établi sur une période de trois ans;

6° La nature et la description du service sonore, en ce compris la description du système d'information éventuellement prévu ainsi que, le cas échéant, la preuve de l'occupation de journalistes;

7° Le réseau de communications électroniques par lequel il envisage d'être distribué et, le cas échéant, les coordonnées du ou des distributeurs de services.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée par lettre recommandée au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Gouvernement arrête le modèle de la déclaration. »

Art. 80. L'article 59 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 59. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçu en application du dernier alinéa du § 2 de l'article 58 est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. »

Art. 81. A l'article 60 du même décret, modifié par les décrets du 29 février 2008 et du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans la première phrase, les mots « dont le service sonore est distribué via une plateforme de distribution fermée » sont insérés entre les mots « L'éditeur de services » et le mot « doit »;

2° Au 2°, les mots « dans un service sonore linéaire, » sont insérés avant les mots « assurer un minimum »;

3° Au 4°, les mots « dans un service sonore linéaire, » sont insérés avant les mots « le cas échéant ».

Art. 82. Dans l'article 61 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au 1°, les mots « ou le catalogue des programmes » sont insérés entre les mots « la grille des programmes » et les mots « , une note de politique »;

2° Au 1°, les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre les mots « de programmation et » et les mots « un rapport »;

3° Au 2°, les mots « ou de la personne physique » sont insérés entre les mots « sans but lucratif » et les mots « arrêtés au 31 décembre ».

Art. 83. L'article 62 du même décret, modifié par les décrets du 22 décembre 2005, du 29 février 2008 et du 05 juin 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Article 62. § 1^{er}. En dérogation aux articles 33 à 36 et 53 à 57 et après avis du Conseil supérieur de l'Education aux Médias, les établissements d'enseignement fondamental et secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française peuvent être autorisés par le Gouvernement à organiser une radio d'école dont l'assignation de la radiofréquence est déterminée à l'article 106.

L'établissement introduit auprès du Secrétaire général de la Communauté française une demande comprenant la description du projet éducatif ainsi que le lieu d'émission souhaité.

L'autorisation est attribuée pour une période de deux années scolaires au plus. Elle est renouvelable au profit du même titulaire. La demande de renouvellement doit être introduite au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation.

§ 2. En dérogation aux articles 33 à 36 et 58 à 61, les établissements d'enseignement fondamental et secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française doivent effectuer une déclaration préalable introduite par lettre recommandée auprès du Gouvernement s'ils entendent éditer une radio d'école diffusée par d'autres moyens qu'une radiofréquence visée au § 1^{er}.

La déclaration comporte les coordonnées de l'établissement d'enseignement et la description du projet éducatif.

§ 3. Les radios d'écoles ne peuvent avoir recours à la publicité, au parrainage et au télé-achat.

§ 4. Le Gouvernement informe le CSA de toute autorisation ou déclaration de radio d'école et, s'il échet, de la radiofréquence qui lui a été assignée. ».

Art. 84. Dans le même décret, l'intitulé du titre IV est remplacé par ce qui suit : « TITRE IV. — L'EDITION LOCALE DE SERVICE PUBLIC TELEVISUEL ».

Art. 85. Dans l'article 63 du même décret, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuel ».

Art. 86. Dans l'article 64 du même décret, l'alinéa 4 inséré par le décret du 22 décembre 2005 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement conclut avec chaque télévision locale une convention qui précise les services télévisuels que la télévision locale est autorisée à éditer et qui décrit pour ceux-ci les modalités particulières d'exécution de la mission de service public adaptée aux spécificités de chaque télévision locale. ».

Art. 87. Dans l'article 65 du même décret, au dernier alinéa inséré par le décret du 18 juillet 2008, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « communications électroniques ».

Art. 88. A l'article 66 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, 3° et 10°, les mots « de radiodiffusion » sont abrogés;

2° Dans le § 1^{er}, 6°, les mots « pour chaque service linéaire, » sont insérés avant les mots « assurer dans sa programmation »;

3° Dans le § 1^{er}, 6°, les mots « , des programmes non produits en propre qu'elle est tenue de diffuser en application de sa convention » sont insérés entre les mots « par d'autres télévisions locales » et les mots « et des rediffusions ».

Art. 89. Dans l'article 68 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour autant qu'elles limitent la réception de leurs programmes au territoire belge, les télévisions locales peuvent, dans un service linéaire, mettre en œuvre un programme de vidéotexte dont le temps de diffusion est exclu du calcul du temps de transmission consacré à la publicité et aux spots de télé-achat, tel que visé à l'article 20.

A la seule fin du présent article, il faut entendre par programme de vidéotexte, un programme d'images fixes inséré dans le service de la télévision locale. Le vidéotexte se distingue du télétexte en ce qu'il est accessible immédiatement au public sans intervention de sa part et qu'il est une partie intégrante du service linéaire. »

Art. 90. Dans l'article 69, § 1^{er}, 2° du même décret, modifié par les décrets du 7 décembre 2007 et du 18 juillet 2008, le mot « magazines » est remplacé par le mot « programmes ».

Art. 91. A l'article 70 du même décret, modifié par les décrets du 22 décembre 2005 et du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 5, le mot « Conseil » est remplacé par le mot « Parlement »;

2° Le § 9 est remplacé par ce qui suit :

« § 9. Les représentants du ou des distributeurs de services qui mettent à disposition le ou les services de la télévision locale dans sa zone de couverture et les communes comprises dans la zone de couverture peuvent siéger avec voix consultative au sein de l'assemblée générale de la télévision locale. »

Art. 92. Dans l'article 71 du même décret, le mot « Conseil » est remplacé par le mot « Parlement ».

Art. 93. Dans l'article 74bis du même décret, inséré par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le mot « sonores » est inséré entre le mot « services » et le mot « privés »;

2° Les mots « de radiodiffusion sonore » sont remplacés par le mot « diffusés »

Art. 94. A l'article 75 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « auprès du Gouvernement et » sont remplacés par les mots « par lettre recommandée auprès »;

2° Dans le § 2, 2°, les mots « de médias audiovisuels » sont insérés entre les mots « de services » et les mots « ainsi que »;

3° Dans le § 2, dernier alinéa, les mots « au Gouvernement et » sont abrogés;

4° Il est inséré un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Toute modification des éléments de la déclaration que le

Collège d'autorisation et de contrôle a reçu en application du dernier alinéa du § 2 est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. ».

Art. 95. Dans l'article 76 du même décret, les mots « de médias audiovisuels » sont insérés entre les mots « de services » et les mots « , le distributeur ».

Art. 96. L'article 78 du même décret est abrogé.

Art. 97. A l'article 79 du même décret, remplacé par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuels »;

2° Dans le § 1^{er}, alinéa 3, première phrase, les mots « des mois de janvier et de juillet » sont remplacés par les mots « des mois de février et d'août »;

3° Dans le § 1^{er}, alinéa 3, 2°, les mots « de services » sont insérés entre le mot « distributeur » et le mot « déclare »;

4° Dans le § 4, 1°, le mot « télévisuels » est inséré entre les mots « les services » et les mots « pour lesquels »;

5° Dans le § 4, 1°, les mots « déclaré ou » sont insérés entre les mots « pour lesquels il est » et les mots « autorisé en vertu »;

6° Dans le § 4, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° Le distributeur de services qui propose une offre de services télévisuels complémentaire alors qu'il contribue déjà à la production d'œuvres audiovisuelles visée au § 1^{er} sur la base du nombre d'utilisateurs de son offre de base visée à l'article 81, cette exemption ne valant que pour les utilisateurs qui ont utilisé à la fois l'offre de base et l'offre complémentaire durant l'année et à la condition que le distributeur ait opté pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au point 1° du § 3. »

Art. 98. A l'article 80 du même décret, remplacé par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « un service d' » sont insérés entre le mot « comprenant » et les mots « une télévision locale »;

2° Dans le § 2, les mots de « services plusieurs télévisions locales » sont remplacés par les mots « les services de plusieurs télévisions locales ».

Art. 99. Dans le Titre V, Chapitre premier du même décret, l'intitulé de la section II rétablie par le décret du 2 juillet 2007 est remplacé par ce qui suit : « Section II. — La distribution de services de médias audiovisuels par câble ».

Art. 100. L'article 81 du même décret, rétabli par le décret du 2 juillet 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Article 81. § 1^{er}. Pour autant qu'un nombre significatif de personnes utilisent leurs réseaux comme moyen principal de réception de services de médias audiovisuels, les opérateurs de réseau visés à l'article 97 garantissent la distribution sur leurs réseaux d'une offre de base comprenant au moins les services faisant l'objet d'une distribution obligatoire visés à l'article 82.

L'offre de base est fournie par un distributeur de services. A défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant l'offre de base.

§ 2. Tout distributeur de services ne peut proposer d'offre complémentaire de services de médias audiovisuels qu'aux utilisateurs qui ont un accès à l'offre de base. ».

Art. 101. A l'article 82 du même décret, rétabli par le décret du 02 juillet 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels linéaires suivants :

1° Les services de la RTBF destinés prioritairement au public de la Communauté française;

2° Les services des télévisions locales dans leur zone de couverture;

3° Les services, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF;

4° Deux services du service public de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre deux services télévisuels de la RTBF;

5° Un ou des services du service public de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre un ou des services télévisuels de la RTBF.

Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer les services télévisuels non linéaires suivants :

1° Les services de la RTBF désignés par le Gouvernement;

2° Les services, désignés par le Gouvernement, des télévisions locales, dans leur zone de couverture;

3° Les services, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF. »;

2° Dans le § 2, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par les mots « télévisuels linéaires »;

3° Dans le § 2, les mots « déclarés ou » sont insérés entre les mots « de services » et le « autorisés en vertu »;

4° Dans le § 3, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuels »;

5° Le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services sonores linéaires suivants :

1° Les services de la RTBF émis en modulation de fréquence;

2° Deux services du service public de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre deux services sonores de la RTBF;

3° Un service du service public de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre un service sonore du service public de la Communauté française.

Les distributeurs de services visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, doivent distribuer les services sonores non linéaires de la RTBF désignés par le Gouvernement. ».

Art. 102. A l'article 83 du même décret, rétabli par le décret du 02 juillet 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « visés à l'article 81, § 1^{er}, 2^e alinéa, » sont à chaque fois abrogés;

2° Dans le § 1^{er} et le § 2, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuels »;

3° Dans le § 1^{er}, 2°, les mots « déclarés ou » sont insérés entre les mots « de services » et les mots « autorisés en vertu »;

4° Dans le § 1^{er}, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° les services de tout éditeur de services établi en dehors d'un Etat membre de l'Union européenne mais utilisant une liaison montante vers un satellite située dans un Etat membre de l'Union européenne ou, à défaut, une capacité satellitaire accordée par un Etat membre de l'Union européenne; »;

5° Dans le § 3, les mots « de radiodiffusion sonore » sont remplacés par le mot « sonores ».

Art. 103. Dans le Titre V, Chapitre premier du même décret, l'intitulé de la section III est remplacé par ce qui suit : « Section III. — La distribution de services de médias audiovisuels par voie hertzienne terrestre numérique ».

Art. 104. Dans le Titre V, Chapitre premier, section III du même décret, l'intitulé de la sous-section première est remplacé par ce qui suit : « Sous-section première. — Des services télévisuels ».

Art. 105. Dans le Titre V, Chapitre premier, section III du même décret, l'intitulé de la sous-section II est remplacé par ce qui suit : « Sous-section II. — Des services sonores ».

Art. 106. Dans le Titre V, Chapitre premier du même décret, l'intitulé de la section IV est remplacé par ce qui suit : « Section IV – La distribution de services de médias audiovisuels par voie satellitaire ou par tout système de transmission autre que le câble et la voie hertzienne terrestre numérique ».

Art. 107. Dans le Titre V, Chapitre premier, section IV du même décret, il est inséré un article *87bis* rédigé comme suit :

« Article *87bis*. Pour autant qu'un nombre significatif de personnes utilisent leurs réseaux comme moyen principal de réception de services de médias audiovisuels, les opérateurs de réseau visés aux articles 121 et *122bis* garantissent la distribution sur leur réseau, au moment de leur diffusion et dans leur intégralité, des services de médias audiovisuels linéaires de la RTBF et des services linéaires, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF. Ils garantissent également la distribution sur leur réseau, des services de médias audiovisuels non linéaires, désignés par le Gouvernement, de la RTBF et des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF.

Ces services sont fournis par un distributeur de services. A défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant les services de médias audiovisuels visés à l'alinéa 1^{er}.

Les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas applicables si la RTBF distribue elle-même les services de médias audiovisuels visés à l'alinéa 1^{er} sur des réseaux similaires à ceux visés aux articles 121 et *122bis* qui ont été mis à sa disposition par le Gouvernement. »

Art. 108. A l'article 88 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans les § 1^{er}, § 2 et § 3, les mots « ou par tout système de transmission autre que le câble et la voie hertzienne terrestre numérique » sont chaque fois insérés entre les mots « les distributeurs de services par satellite » et le mot « peuvent »;

2° Dans le § 1^{er} et le § 2, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont chaque fois remplacés par le mot « télévisuels »;

3° Dans le § 3, les mots « de radiodiffusion sonore » sont remplacés par le mot « sonores ».

Art. 109. L'article 89 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 89. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser la RTBF et les éditeurs de services télévisuels linéaires de la Communauté française :

1° A interrompre la diffusion de leurs services, en vue de diffuser sur la même radiofréquence ou le même canal, tout ou partie d'un service télévisuel linéaire de tout autre éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française ou de tout autre Etat;

2° A insérer ou à accepter l'insertion de tout ou partie de leurs services télévisuels linéaires, dans tout ou partie du service télévisuel linéaire de tout autre éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française ou de tout autre Etat.

Les éditeurs de services concernés détermineront, de commun accord, les conditions auxquelles tout ou partie de leurs services télévisuels linéaires respectifs peuvent être diffusés sur la même radiofréquence ou le même canal, et en informeront le Collège d'autorisation et de contrôle.

Les services télévisuels linéaires ou les parties de services télévisuels linéaires fournis par la RTBF ou les éditeurs de services de la Communauté française relèvent de la seule responsabilité de ces éditeurs. »

Art. 110. Dans le même décret, l'intitulé du titre VI est remplacé par ce qui suit :

« TITRE VI. — DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES RESSOURCES ET SERVICES ASSOCIES ».

Art. 111. A l'article 97 du même décret, rétabli par le décret du 2 juillet 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « auprès du Gouvernement et » sont remplacés par les mots « par lettre recommandée auprès »;

2° Dans le § 2, dernier alinéa, les mots « au Gouvernement et » sont abrogés;

3° Il est inséré un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçu en application du dernier alinéa du § 2 est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. »

Art. 112. Dans le Titre VI du même décret, l'intitulé du Chapitre III est remplacé par ce qui suit : « Chapitre III. — Des réseaux de communications électroniques par l'éther ».

Art. 113. A l'article 99 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par les mots « diffusion de services télévisuels »;

2° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de médias audiovisuels » sont insérés entre les mots « de services » et les mots « visées dans la présente section »;

3° Dans l'alinéa 3, le mot « radiodiffusion » est chaque fois remplacé par les mots « médias audiovisuels ».

Art. 114. Dans l'article 102, § 1^{er}, 2° du même décret, le mot « radiodiffusion » est chaque fois remplacé par les mots « médias audiovisuels »

Art. 115. Dans le Titre VI, Chapitre III, section première du même décret, l'intitulé de la sous-section II est remplacé par ce qui suit :

« Sous-section II. — Les services sonores privés en mode analogique ».

Art. 116. Dans l'article 103 du même décret, les mots « service de radiodiffusion » sont remplacés par les mots « services sonores ».

Art. 117. Dans l'article 104 du même décret, les mots « à la radiodiffusion sonore » sont remplacés par les mots « à la diffusion de services sonores ».

Art. 118. Dans le Titre VI, Chapitre III, section première du même décret, l'intitulé de la sous-section III est remplacé par ce qui suit : « Sous-section III. — Les services sonores privés en mode numérique ».

Art. 119. L'article 106, deuxième alinéa, 2°, du même décret est complété par les mots suivants : « sauf dérogation accordée par le Gouvernement et pour autant que la puissance apparente rayonnée soit réduite de manière à garantir une zone de service analogue ».

Art. 120. A l'article 108, § 1^{er}, du même décret modifié par le décret du 29 février 2008, un nouvel alinéa 2 est inséré et formulé comme suit :

« Pour les autres radios en réseau, le Gouvernement fixe le montant de la redevance, sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle, en tenant compte de leur structure et de leur zone de service telles que déterminées en exécution de l'article 103bis. Ce montant est adapté annuellement au 1^{er} janvier et pour la première fois au 1^{er} janvier 2003 selon l'index général des prix à la consommation. »

L'ancien deuxième alinéa de l'article 108, § 1^{er}, devient le troisième alinéa, dans lequel sont supprimés les termes « les autres radios en réseau ».

Art. 121. A l'article 109 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « radiodiffusion sonore » sont remplacés par les mots « diffusion de services sonores »;

2° Le mot « section » est remplacé par les mots « sous-section ».

Art. 122. Dans l'article 110, alinéa 1^{er} du même décret, remplacé par le décret du 18 juillet 2008, les mots « à la radiodiffusion sonore » sont remplacés par les mots « à la diffusion de services sonores ».

Art. 123. Dans l'article 111 du même décret, le § 1^{er} remplacé par le décret du 18 juillet 2008 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre sont introduites par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

L'appel d'offre détermine le contenu de la déclaration de candidature, qui comprend au moins les éléments suivants :

1° S'il s'agit d'un candidat qui n'est pas autorisé en application de la section première du Chapitre IV du Titre III ou qui n'est pas encore déclaré en application de la Section II du Chapitre IV du Titre III, toutes les données visées à l'article 58, § 2;

2° S'il s'agit d'un éditeur de services déjà autorisé ou déclaré dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services sonores, la dénomination de l'éditeur et du ou des services sonores concernés;

3° S'il s'agit d'un candidat qui n'est pas autorisé en application de la section première du Chapitre IV du Titre III, un plan financier établi sur une période de trois ans;

4° Le besoin en bande passante pour le ou les services sonores concernés;

5° Le cas échéant, les modalités de commercialisation du ou des services sonores concernés, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel;

6° Le cas échéant, les zones géographiques envisagées pour la diffusion du service sonore;

7° Les propositions du candidat quant au choix du réseau numérique dans lequel il souhaite figurer;

8° Les propositions éventuelles du candidat quant au regroupement technique ou commercial de son ou ses services sonores avec d'autres services sonores édités par des tiers. »

Art. 124. A l'article 112 du même décret, remplacé par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. Le collège d'autorisation et de contrôle délivre les autorisations d'usage des radiofréquences aux éditeurs de services sonores dans un délai de trois mois à dater de la clôture de l'appel d'offre.

Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur l'ensemble des demandes introduites en vertu de l'article 111, § 1^{er}, et délivre les autorisations d'usage des radiofréquences en appréciant l'intérêt de chaque demande au regard de la nécessité de garantir le pluralisme et la diversité des expressions culturelles du paysage sonore en Communauté française. Il tient également le plus grand compte de la cohérence des propositions formulées par les demandeurs en matière de regroupement technique ou commercial des services sonores dans un réseau numérique.

Dans la mesure de leur viabilité financière et économique, il favorise les services ne faisant pas appel à une rémunération de la part des usagers. »;

2° Dans le § 2, alinéa 1^{er}, le mot « sonore » est inséré entre les mots « le service » et les mots « en question »;

3° Dans le § 2, alinéa 3, les mots « de services » est inséré entre les mots « les éditeurs » et les mots « et opérateurs »;

4° Dans le § 3, alinéa 1^{er}, le mot « sonores » est inséré entre les mots « des services » et le mot « concernés »;

5° Dans le § 3, dernier alinéa, 2°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « services de médias audiovisuels ».

Art. 125. Dans le Titre VI, Chapitre III, section première du même décret, l'intitulé de la sous-section IV est remplacé par ce qui suit : « Sous-section IV. — Les services télévisuels privés en mode numérique ».

Art. 126. A l'article 113 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par les mots « diffusion de services télévisuels »;

2° Le mot « section » est remplacé par les mots « sous-section ».

Art. 127. A l'article 113*bis* du même décret, inséré par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuels »;

2° Au *a)*, les mots « de télévision » sont remplacés par le mot « télévisuels »;

3° Au *b)*, les mots « de télévision mobile personnelle » sont remplacés par les mots « télévisuels mobiles personnels ».

Art. 128. Dans l'article 114 alinéa 1^{er} du même décret, remplacé par le décret du 18 juillet 2008, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuels »;

Art. 129. Dans l'article 115 du même décret, le § 1^{er} remplacé par le décret du 18 juillet 2008 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre sont introduites par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

L'appel d'offre détermine le contenu de la déclaration de candidature, qui comprend au moins les éléments suivants :

1° S'il s'agit d'un candidat qui n'est pas encore déclaré en application de la section première du Chapitre III du Titre III, toutes les données visées à l'article 37;

2° S'il s'agit d'un éditeur de services déjà déclaré dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, la dénomination de l'éditeur et du ou des services télévisuels concernés;

3° Un plan financier établi sur une période de trois ans;

4° S'il s'agit d'un éditeur de services disposant d'une autorisation ou de tout acte analogue délivré dans un Etat membre de l'Union européenne dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, la dénomination de l'éditeur et du ou des services télévisuels concernés, ainsi qu'une copie de la ou des autorisations correspondantes ou de tout acte analogue;

5° Le besoin en bande passante pour le ou les services télévisuels concernés;

6° Le cas échéant, les modalités de commercialisation du ou des services concernés, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel;

7° Le cas échéant, les zones géographiques envisagées pour la diffusion du service télévisuel;

8° Les propositions du candidat quant au choix du réseau numérique dans lequel il souhaite figurer;

9° Les propositions éventuelles du candidat quant au regroupement technique ou commercial de son ou ses services télévisuels avec d'autres services télévisuels édités par des tiers. »

Art. 130. A l'article 116 du même décret, remplacé par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le collège d'autorisation et de contrôle délivre les autorisations d'usage des radiofréquences aux éditeurs de services télévisuels dans un délai de trois mois à dater de la clôture de l'appel d'offre. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur l'ensemble des demandes introduites en vertu de l'article 115, § 1^{er}, et délivre les autorisations d'usage des radiofréquences en appréciant l'intérêt de chaque demande au regard de la nécessité de garantir le pluralisme et la diversité des expressions culturelles du paysage télévisuel en Communauté française, et des engagements des candidats pris en application de l'article 41, § 1^{er}, 7^e alinéa ou de leur contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel en application de l'article 41, § 1^{er}. Il tient également le plus grand compte de la cohérence des propositions formulées par les demandeurs en matière de regroupement technique ou commercial des services dans un réseau numérique.

Dans la mesure de leur viabilité financière et économique, il favorise les services ne faisant pas appel à une rémunération de la part des usagers. Dans le cas d'appels d'offre proposant un ou des réseaux numériques à rayonnement régional ou local, il veille à ce que toute télévision locale ayant introduit une candidature pour la reprise

intégrale d'un de ses services télévisuels dispose d'une capacité suffisante dans le réseau concerné couvrant sa zone de couverture, afin qu'elle puisse exercer sa mission de service public conformément à l'article 64. »;

2° Le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsque des autorisations d'usage d'une radiofréquence sont délivrées à des éditeurs de services télévisuels disposant d'une autorisation ou de tout acte analogue délivré dans un Etat membre de l'Union européenne, les services télévisuels en question sont considérés comme des services télévisuels relevant du présent décret et soumis à toutes ses dispositions. »

3° Dans le § 3, alinéa 1^{er}, le mot « télévisuel » est inséré entre les mots « le service » et les mots « en question »;

4° Dans le § 3, alinéa 3, les mots « de services » sont insérés entre les mots « les éditeurs » et les mots « et opérateurs »;

5° Dans le § 4, alinéa 1^{er}, le mot « télévisuels » est inséré entre les mots « des services » et le mot « concernés »;

6° Dans le § 4, dernier alinéa, 2°, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « services de médias audiovisuels ».

Art. 131. Dans le Titre VI, Chapitre III, section première du même décret, l'intitulé de la sous-section V est remplacé par ce qui suit : « Sous-section V. — Les services télévisuels privés en mode analogique ».

Art. 132. Dans l'article 117 du même décret, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuels ».

Art. 133. L'article 118 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 118. Tout éditeur de services désirant utiliser une ou des radiofréquences pour émettre en mode analogique en fait la demande par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

1° S'il s'agit d'un éditeur de services déjà déclaré, dans le cas de la reprise intégrale d'un de ses services télévisuels, la dénomination de l'éditeur de services et du service télévisuel pour lequel la ou les radiofréquences sont demandées;

2° S'il s'agit d'un candidat éditeur de services qui n'est pas encore déclaré en application de la section première du chapitre III du titre III, toutes les données visées à l'article 37;

3° Un plan financier établi sur une période de trois ans;

4° Les coordonnées géographiques du site présumé d'émission, ainsi que la hauteur de l'antenne par rapport au sol;

5° La ou les radiofréquences souhaitées.

L'éditeur de services peut demander aux services du Gouvernement d'identifier la ou les radiofréquences éventuellement disponibles. Dans ce cas, l'éditeur de services doit s'acquitter d'un droit de calcul selon les conditions prévues à l'article 101. »

Art. 134. Dans l'article 120 du même décret, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels ».

Art. 135. L'article 121 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 121. Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau par voie satellitaire en utilisant une ou des radiofréquences descendantes en fait la demande par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

1° Les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;

2° Un plan financier établi sur trois ans;

3° Le lieu de la liaison montante, ainsi que la dénomination de l'opérateur effectuant cette liaison;

4° La ou les radiofréquences souhaitées. ».

Art. 136. Dans l'article 122, § 2 du même décret, les mots « un distributeur de services » sont remplacés par les mots « l'opérateur de réseau ».

Art. 137. Dans le Titre VI du même décret, il est inséré un Chapitre IIIbis comme suit : « Chapitre IIIbis. — Des autres réseaux de communications électroniques ».

Art. 138. Dans le même décret, il est inséré un article 122bis rédigé comme suit :

« Article 122bis. § 1^{er}. Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau de communications électroniques autre que ceux visés aux articles 97 à 122 doit, dans le mois à dater du lancement de son activité, en faire la déclaration par lettre recommandée auprès du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. La déclaration comporte les éléments suivants :

1° Les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;

2° La description du ou des réseaux;

3° La date du lancement de l'activité.

Toute modification de ces éléments doit être notifiée au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Gouvernement arrête le modèle de la déclaration.

§ 4. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçu en application du dernier alinéa du § 2 est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. »

Art. 139. Dans l'article 123 du même décret, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par le mot « télévisuels ».

Art. 140. A l'article 124 du même décret, modifié par le décret du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « de services » sont insérés entre les mots « distributeurs » et les mots « de contrôler »;

2° Les mots « de radiodiffusion télévisuelle numérique » sont remplacés par les mots « télévisuels numériques ».

Art. 141. A l'article 125 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « de radiodiffusion télévisuelle numérique » sont chaque fois remplacés par les mots « télévisuels numériques »;

2° Les mots « de radiodiffusion » sont abrogés.

Art. 142. A l'article 127 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des services de radiodiffusion numérique » sont remplacés par « des services de médias audiovisuels numériques »;

2° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « dans le cadre de la radiodiffusion numérique » sont remplacés par les mots « dans le cadre de la diffusion de services de médias audiovisuels numériques »;

3° Le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'installation sur les récepteurs de services de médias audiovisuels numériques d'un guide électronique de programmes de base capable de rechercher un service de médias audiovisuels sur l'ensemble des services de médias audiovisuels disponibles sans exercer de discrimination; »;

4° Au 3°, les mots « de médias audiovisuels » sont insérés entre les mots « des services » et les mots « disponibles par ».

Art. 143. A l'article 128 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « radiodiffusion numérique » sont remplacés par « médias audiovisuels numériques »;

2° Les mots « de services » sont insérés entre les mots « tout éditeur » et les mots « soient reçus ».

Art. 144. Dans l'article 129, alinéa 2, du même décret, les mots « d'un signal de télévision » sont remplacés par les mots « d'un signal d'un service télévisuel ».

Art. 145. Dans l'article 130 du même décret, les mots « la radiodiffusion » sont remplacés par les mots « l'audiovisuel ».

Art. 146. A l'article 132 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er} et le § 2, le mot « Conseil » est chaque fois remplacé par le mot « Parlement »;

2° Dans le § 1^{er}, 1°, le mot « publicitaire » est remplacé par le mot « commerciale »;

3° Dans le § 1^{er}, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° rédiger et tenir à jour des règlements portant sur la communication commerciale, sur le respect de la dignité humaine, sur la protection des mineurs, sur l'accessibilité des programmes aux personnes à déficience sensorielle, sur la diffusion de brefs extraits d'événements publics et sur l'information politique en périodes électorales. Ces règlements sont transmis au Gouvernement pour approbation afin d'avoir force obligatoire. ».

Art. 147. Dans l'article 133, § 1^{er} du même décret, modifié par les décrets du 22 décembre 2005 et du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° d'acter les déclarations des éditeurs de services et d'autoriser certains éditeurs de services, à l'exception des télévisions locales et de la RTBF »;

2° Au 6°, les mots « aux articles 41, 42 et 43 » sont remplacés par les mots « aux articles 41, 42, 43 et 47bis »;

3° Il est inséré un 8°bis rédigé comme suit :

« 8°bis de réexaminer périodiquement les obligations visées aux articles 81, 82 et 87bis et, suite à ce réexamen, de rendre un avis s'il estime que le maintien de ces obligations n'est plus nécessaire; »;

4° Au 10°, les mots « de radiodiffusion » sont remplacés par les mots « d'audiovisuel ».

Art. 148. Dans l'article 135, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° les éditeurs de services sonores privés »;

2° Le 7° est remplacé par ce qui suit : « 7° les éditeurs de services télévisuels privés »;

3° Au 8°, les mots « de radiodiffusion » sont abrogés.

Art. 149. Dans les articles 136, § 1^{er}, 139, § 5 et 143, dernier alinéa du même décret, le mot « Conseil » est chaque fois remplacé par le mot « Parlement ».

Art. 150. Dans l'article 140 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. Le secrétariat d'instruction du CSA reçoit les plaintes adressées au CSA. Il instruit les dossiers. Il peut également ouvrir d'initiative une instruction. ».

2° Le § 3 est abrogé.

Art. 151. Dans l'article 145, alinéa 3 du même décret, le mot « sept » est remplacé par le mot « six ».

Art. 152. A l'article 151 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels »;

2° Les mots « sans avoir obtenu les autorisations » sont remplacés par les mots « sans s'être déclaré ou sans avoir obtenu les autorisations ».

Art. 153. Dans l'article 152 du même décret, le mot « radiodiffusion » est remplacé par les mots « médias audiovisuels ».

Art. 154. A l'article 156 du même décret, modifié par les décrets du 22 décembre 2005 et du 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, les mots « de radiodiffusion » sont remplacés par les mots « d'audiovisuel »;

2° Dans le § 1^{er}, les mots « ou la non-exécution d'une sanction visée ci-dessous, » sont insérés entre les mots « le présent décret, » et les mots « le Collège d'autorisation et de contrôle peut »;

3° Dans le § 3, les mots « de radiodiffusion télévisuelle » sont remplacés par les mots « télévisuels linéaires »;

4° Dans le § 3, les mots « et à l'article 88, § 1^{er}, 1° et 2° » sont insérés entre les mots « à l'article 83, § 1^{er}, 3° et 4° » et les mots « , au cas où ils enfreignent »;

5° Il est inséré un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre, moyennant le respect de la procédure décrite ci-après, la distribution des services télévisuels non linéaires visés à l'article 83, § 1^{er}, 3° et 4° et à l'article 88, § 1^{er}, 1° et 2°, au cas où ils portent atteinte de manière sérieuse et grave aux objectifs suivants :

— L'ordre public, en particulier la prévention et les enquêtes et poursuites en matière d'infractions pénales, notamment la protection des mineurs et la lutte contre l'incitation à la haine fondée sur la race, le sexe, la religion ou la nationalité et contre les atteintes à la dignité de la personne humaine;

— La protection de la santé publique;

— La sécurité publique, y compris la protection de la sécurité et de la défense nationales;

— La protection des consommateurs, y compris des investisseurs.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut procéder à la suspension de la distribution d'un service visé à l'alinéa 1^{er}, que s'il a préalablement demandé à l'autorité compétente au sein de l'Etat membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné, de prendre des mesures appropriées pour éviter que toute atteinte aux objectifs visés à l'alinéa 1^{er} ne se reproduise et que ces mesures n'ont pas été prises ou n'ont pas été appropriées.

Avant de procéder à la suspension de la distribution d'un service visé à l'alinéa 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie par lettre recommandée à l'éditeur de services concerné, ainsi qu'à l'autorité compétente au sein de l'Etat membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission des Communautés européennes les violations reprochées à l'éditeur de services concerné et son intention de procéder à la suspension.

Les alinéas 2 et 3 sont accomplis sans préjudice d'une procédure judiciaire, y compris la procédure précontentieuse et les actes accomplis dans le cadre d'une enquête pénale.

En cas d'urgence, le Collège d'autorisation et de contrôle peut déroger aux alinéas 2 et 3 et procéder directement à la suspension du service concerné. Dans les 3 jours de sa décision, il notifie par lettre recommandée les violations reprochées, sa décision de suspension et la motivation de l'urgence à l'éditeur de services concerné, ainsi qu'à l'autorité compétente au sein de l'Etat membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission des Communautés européennes. »;

6° Il est inséré un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un ou plusieurs services télévisuels linéaires d'un éditeur de services établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen sont entièrement ou principalement destinés au public de la Communauté française, il adresse à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel l'éditeur de services concerné est établi, une demande motivée par laquelle il invite cette autorité à enjoindre à l'éditeur de services concerné de se conformer aux dispositions du Titre II et des articles 40 et 41 du présent décret.

A défaut de résultats ou de réponse de l'autorité compétente dans les deux mois de l'envoi de la demande, et si le Collège d'autorisation et de contrôle estime que l'éditeur de services s'est établi sur le territoire de l'Etat compétent afin de se soustraire aux règles qui lui seraient applicables s'il relevait de la compétence de la Communauté française, alors le Collège d'autorisation et de contrôle peut prononcer, après consultation de la Commission européenne, des sanctions à l'égard de l'éditeur de services concerné afin de le soumettre aux dispositions du Titre II et des articles 40 et 41 du présent décret.

Ces sanctions doivent être prises parmi les sanctions visées à l'article 156, § 1^{er}, 1°, 2°, 6° et 7°. Elles doivent être objectivement nécessaires, appliquées de manière non discriminatoire, et proportionnées au regard des objectifs poursuivis.

La consultation de la Commission européenne visée au 2^e alinéa est organisée de la manière suivante :

a) Le Gouvernement notifie à la Commission européenne et à l'Etat dans lequel l'éditeur s'est établi le projet de sanction du Collège d'autorisation et de contrôle, accompagné des motifs sur lequel ce dernier fonde ce projet;

b) Le Collège d'autorisation et de contrôle n'est autorisé à prononcer la sanction que si la Commission européenne estime, dans un délai de trois mois qui suivent la notification, que le projet en question est compatible avec le droit communautaire. L'absence de réponse de la Commission européenne dans le délai fixé vaut accord de celle-ci. »;

7° Il est inséré un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un ou plusieurs services télévisuels non linéaires d'un éditeur de services établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen sont entièrement ou principalement destinés au public de la Communauté française, il adresse à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel l'éditeur de services concerné est établi, une demande motivée par laquelle il invite cette autorité à enjoindre à l'éditeur de services concerné de se conformer aux dispositions du Titre II et des articles 40 et 41 du présent décret.

A défaut de résultats ou de réponse de l'autorité compétente dans les deux mois de l'envoi de la demande, le Collège d'autorisation et de contrôle peut prononcer des sanctions à l'égard de l'éditeur de services concerné afin de le soumettre aux dispositions du Titre II et des articles 40 et 41 du présent décret. Pour ce faire, le Collège d'autorisation et de contrôle doit disposer des éléments indiquant que l'éditeur de services s'est établi dans cet Etat en vue de se soustraire aux règles qui lui seraient applicables s'il relevait de la compétence de la Communauté française. »

Art. 155. A l'article 158 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er}, est complété par ce qui suit : « Le présent paragraphe n'est pas d'application lorsqu'une violation ou un manquement est constaté dans le cadre d'un avis du Collège d'autorisation et de contrôle sur la réalisation des obligations des éditeurs et des distributeurs de services visé à l'article 133, § 1^{er}, 5° à 8°, auquel cas cet avis constitue le fondement de la notification de griefs. »

2° Dans le § 2, première phrase, les mots « , ou le cas échéant l'avis sur la réalisation des obligations visé à l'article 133, § 1^{er}, 5° à 8°, » sont insérés entre les mots « le rapport » et les mots « au contrevenant ».

Art. 156. A l'article 159 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « secrétariat d'instruction » sont remplacés par les mots « Collège d'autorisation et de contrôle »;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « et le secrétaire d'instruction ou son représentant peuvent » sont remplacés par le mot « peut »;

3° Dans l'alinéa 2, la phrase « Le président peut suspendre l'audience afin de permettre au contrevenant et au secrétaire d'instruction ou son remplaçant d'en prendre connaissance. » est abrogée.

Art. 157. Dans l'article 160, § 1^{er} du même décret, les mots « radiodiffusion visées au présent décret » sont remplacés par les mots « médias audiovisuels ».

Art. 158. Dans l'article 161, § 1^{er} du même décret, modifié par les décrets du 29 février 2008 et du 18 juillet 2008, les mots « de radiodiffusion sonore distribués sur un réseau de radiodiffusion sonore en mode » sont remplacés par les mots « dont les services sonores sont distribués sur un réseau ».

Art. 159. Dans l'article 162, § 1^{er} du même décret, modifié par le décret du 29 février 2008, la phrase « Participation des radios en réseau et des éditeurs de services sonores distribués sur un réseau hertzien terrestre numérique » est remplacée par la phrase « Participation des radios en réseau et des éditeurs de services sonores distribués sur un réseau hertzien terrestre numérique ».

Art. 160. Dans l'article 162^{quater}, alinéa 1^{er}, deuxième tiret et dans l'article 162^{quinquies}, alinéa 7, cinquième tiret du même décret, insérés par le décret du 29 février 2008, les mots « services privés de radiodiffusion sonore » sont chaque fois remplacés par les mots « services sonores privés ».

Art. 161. Dans l'article 33^{bis}, 1. et l'article 36^{bis}, § 1^{er} du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, insérés par le décret du 27 février 2003, les mots « de radiodiffusion » sont remplacés par les mots « d'audiovisuel ».

L'article 39, alinéa 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante : « il en va de même lors de la vacance définitive d'un emploi. Dans ce cas, le Gouvernement désigne un commissaire du Gouvernement dans l'attente d'une nomination à titre définitif ».

Art. 162. Dans l'article 167^{bis}, § 1^{er} du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, inséré par le décret du 29 février 2008, les mots « un service de radiodiffusion sans autorisation procèdent, selon les cas, à la mise hors service de leur station d'émission de radiodiffusion hertzienne terrestre en modulation de fréquence » sont remplacés par les mots « un service sonore sans autorisation procèdent, selon les cas, à la mise hors service de leur station d'émission hertzienne terrestre en modulation de fréquence ».

Art. 163. Le Gouvernement peut coordonner les dispositions du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

1° Modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° Modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3° Modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La coordination portera l'intitulé suivant : « décret coordonné sur les services de médias audiovisuels ».

Elle entrera en vigueur à la date de sa confirmation par décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 février 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 634-1. - Amendements de commission, n° 634-2. - Rapport, n° 634-3. - Amendements de séance, n° 634-4.

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 3 février 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1016

[C — 2009/29140]

5 FEBRUARI 2009. — Decreet tot wijziging van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep en van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt vervangen door het volgende opschrift : « Decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten ».

Art. 2. In de nota onderaan de bladzijde waarnaar Titel I van datzelfde decreet verwijst, wordt het eerste streepje vervangen door wat volgt :

« - de Richtlijn 89/552/EEG betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake de transmissie van audiovisuele mediadiensten (richtlijn « audiovisuele mediadiensten »), zoals gewijzigd bij Richtlijn 97/36/EEG en bij Richtlijn 2007/65/EEG; ».

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2005, 19 juli 2007, 29 februari 2008, 5 juni 2008 en 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 3°, wordt het Franse woord « radiodiffusé » vervangen door het Franse woord « diffusé »;

2° 4° wordt vervangen door wat volgt : « 4° Centrum voor de film en de audiovisuele sector : het Centrum voor de film en de audiovisuele sector, zoals geregeld bij de decreten en besluiten van de Franse Gemeenschap inzake de filmsector; »;

3° In 6°, wordt het woord « reclamecommunicatie » vervangen door de woorden « commerciële communicatie »;

4° 7° wordt vervangen als volgt : « 7° commerciële communicatie : elke boodschapsvorm opgenomen in een audiovisuele mediadienst, welke dient om rechtstreeks of onrechtstreeks de goederen, de diensten of het imago van een natuurlijke of rechtspersoon die een economische activiteit verricht, te promoten. Die boodschappen worden opgenomen in een audiovisuele mediadienst, tegen betaling of een soortgelijke vergoeding of ten behoeve van zelfpromotie. Vormen van commerciële communicatie zijn onder meer interactieve commerciële communicatie, commerciële communicatie door middel van een splitscreen, reclame, virtuele reclame, sponsoring, telewinkelen, zelfpromotie en productplaatsing; »;

5° 7°*bis* wordt vervangen door wat volgt : « 7°*bis* Interactieve commerciële communicatie : elke interactieve commerciële communicatie : elke commerciële communicatie opgenomen in een audiovisuele mediadienst, die via een retourpad het mogelijk maken om de gebruikers – die er de individuele aanvraag van indienen via het opnemen van een elektronisch toegangsmiddel in de dienst – te verwijzen naar een nieuwe reclame-, promotie of commerciële omgeving; »;

6° 7°*ter* wordt vervangen door wat volgt : « 7°*ter* Commerciële communicatie door middel van een splitscreen : elke commerciële communicatie die samen met een televisieprogramma door middel van de ruimtelijke splitsing van het scherm wordt uitgezonden; »;

7° Er wordt een 7°*quater* ingevoegd, luidend als volgt : « 7°*quater* Commerciële sluikreclame : » : het vermelden of vertonen van goederen, diensten, naam, handelsmerk of activiteiten van een producent van goederen of een aanbieder van diensten in programma's, indien de dienstenuitgever daarmee beoogt reclame te maken en diensten en goederen te verkopen en het publiek kan worden misleid omtrent de aard van deze vermelding c.q. vertoning. Deze bedoeling wordt met name geacht aanwezig te zijn indien de vermelding c.q. vertoning tegen betaling of soortgelijke vergoeding geschiedt; »;

8° 8° wordt vervangen als volgt : 8° Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media : de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media, zoals die geregeld wordt door de wetgeving van de Franse Gemeenschap inzake opvoeding tot de media; »;

9° In 12°, wordt het woord « radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadiensten »;

10° 13° wordt vervangen als volgt : « 13° dienstenuitgever : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de editoriale verantwoordelijkheid voor de keuze van de inhoud van de audiovisuele mediadiensten op zich neemt en die de wijze bepaalt waarop hij wordt georganiseerd; »;

11° In 14°, wordt het woord « radio-omroepdienst » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadiensten »;

12° Er wordt een 14°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 14°*bis* publiek evenement : een al dan niet georganiseerd evenement, dat niet van vertrouwelijke aard is en waarvoor niets belet dat het publiek wordt gemaakt; »;

13° In 15°, worden de Franse woorden « d'émissions » vervangen door de Franse woorden « de programmes »;

14° 20° wordt vervangen als volgt :

« 20° Europees werk :

a) het werk dat afkomstig is uit lidstaten van de Europese Unie dat voornamelijk met behulp van in één of meer lidstaten gevestigde auteurs en medewerkers wordt vervaardigd en dat voldoet aan één van de volgende drie voorwaarden :

— het wordt vervaardigd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn,

— de productie van dat werk wordt gesuperviseerd en daadwerkelijk gecontroleerd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn,

— de bijdrage van de coproducten van die Staten in de totale kosten van de coproductie bedraagt meer dan de helft, en de coproductie wordt niet door één of meer buiten deze Staten gevestigde producenten gecontroleerd;

b) het werk dat afkomstig is uit Europese derde Staten die partij zijn bij het Europees Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa, dat voornamelijk tot stand wordt gebracht met hulp van auteurs en medewerkers die in één of meer van die Staten gevestigd zijn en dat voldoet aan één van de drie volgende voorwaarden :

- het wordt vervaardigd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn;
- de productie van dat werk wordt gesuperviseerd en daadwerkelijk gecontroleerd door één of meer producenten die in één of meer van deze Staten gevestigd zijn;
- de bijdrage van de coproducten van die Staten in de totale kosten van de coproductie bedraagt meer dan de helft, en de coproductie wordt niet door één of meer buiten deze Staten gevestigde producenten gecontroleerd.

Het werk dat afkomstig is uit Europese derde Staten die partij zijn bij het Europees Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa is echter alleen een Europees werk als de werken die afkomstig zijn uit de lidstaten van de Unie niet onderworpen zijn aan discriminerende maatregelen in de Europese derde Staten;

c) het werk dat in coproductie wordt vervaardigd in het kader van akkoorden betreffende de audiovisuele sector, gesloten tussen de Europese Unie en derde landen en dat beantwoordt aan de voorwaarden die in elk van die akkoorden worden bepaald, op voorwaarde dat dit werk uit de lidstaten van de Unie niet onderworpen wordt aan discriminerende maatregelen in de betrokken derde landen;

d) het werk dat een productie is in het kader van bilaterale coproductie-akkoorden die tussen lidstaten en derde landen werden gesloten, op voorwaarde dat de coproducten van de Europese Unie voor meer dan de helft bijdragen in de totale productiecosten en dat de productie niet door één of meer buiten de lidstaten gevestigde producenten wordt gecontroleerd; »;

15° In 21°, wordt het woord « radio-omroepdiensten » vervangen door het woord « audiovisuele mediadiensten »;

16° 22° wordt vervangen als volgt : « 22° Netwerkeexploitant : iedere rechtspersoon die de technische bewerkingen van een radio-omroepnetwerk verricht die noodzakelijk zijn voor de transmissie en de uitzending van audiovisuele mediadiensten voor het publiek; »;

17° 23° wordt vervangen als volgt : « 23° Sponsoring » : elke bijdrage, tegen betaling of soortgelijke vergoeding, van een publieke of particuliere onderneming of een natuurlijke persoon die geen activiteit van dienstenuitgever of inzake productie van programma's uitoefent, in de financiering van audiovisuele mediadiensten of programma's met het doel haar naam, handelsmerk, imago°, activiteiten of producten meer bekendheid te geven; »;

18° 23°bis wordt vervangen als volgt : « 23°bis productplaatsing » : het opnemen van of het verwijzen naar een product of dienst of een desbetreffend handelsmerk binnen het kader van een programma, tegen betaling of soortgelijke vergoeding; »;

19° Er wordt een 23°ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 23°ter : « platform voor gesloten verdeling : platform voor verdeling van audiovisuele mediadiensten, waartoe de toegang voor een dienstenuitgever een voorafgaande instemming van de dienstenverdelers die verantwoordelijk is voor dit platform vereist. Als de dienstenuitgever zijn eigen verdelers is, worden de audiovisuele mediadiensten die hij uitgeeft en verdeelt, geacht aangeboden te worden door middel van een platform voor gesloten verdeling indien de toegang tot het elektronische communicatienetwerk de voorafgaande instemming van de netwerkeexploitant of het bekomen van een capaciteit op hertznetwerken vereist; »;

20° In 25°, worden de woorden « met uitzondering van de programma's voor reclamecommunicatie » vervangen door de woorden « met uitzondering van de commerciële communicatieboodschappen »;

21° 26° wordt vervangen als volgt :

« 26° Onafhankelijke producent : de producent,

- die een rechtspersoonlijkheid bezit die verschillend is van die van een dienstenuitgever,
- die rechtstreeks of onrechtstreeks niet meer dan 15 % van het kapitaal van een dienstenuitgever bezit,
- die, gedurende een periode van drie jaar, niet meer dan 90 % van zijn omzetcijfer boekt uit de verkoop van producties aan eenzelfde dienstenuitgever,
- waarvan meer dan 15 % van het kapitaal niet rechtstreeks of onrechtstreeks in het bezit is van een dienstenuitgever;

— waarvan meer dan 15 % van het kapitaal niet in het bezit is van een maatschappij die rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan 15 % van het kapitaal van een dienstenuitgever bezit;

De onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap is de producent die in het Frans taalgebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is en die beantwoordt aan de criteria vermeld in het vorige lid; »;

27° Er wordt een 28° ingevoegd, luidend als volgt : « 28° programma : een reeks bewegende beelden, al dan niet met geluid, als het om een televisieprogramma gaat, of met een geheel van geluiden, als het om een klankprogramma gaat, die een afzonderlijk element van een door een dienstenuitgever opgesteld schema of catalogus vormt; »;

28° 29° wordt vervangen als volgt : « 29° reclame : de door een publieke of particuliere onderneming of natuurlijke persoon, tegen betaling of soortgelijke vergoeding uitgezonden boodschap die in een audiovisuele mediadienst in verband met de uitoefening van een commerciële, industriële, ambachtelijke activiteit of van een beroep als zelfstandige, ter bevordering van de levering tegen betaling van goederen of diensten, met inbegrip van onroerende goederen, rechten en verplichtingen;

29° 30° wordt vervangen als volgt : « 30° virtuele reclame : reclame die in het beeld wordt opgenomen of die een voorhanden reclame op een evenementsplaats vervangt, via een elektronisch beeldvormingssysteem dat het uitgezonden signaal wijzigt; »;

30° 32° wordt vervangen als volgt : « 32° Netwerkradio : private klankdienst die beschikt over een radiofrequentienetwerk;

31° In 33°bis, wordt het woord « uitzendingen » vervangen door het woord « programma's »;

32° 35° wordt vervangen als volgt : « 35° Elektronisch communicatienetwerk : de transmissiesystemen en, in voorkomend geval, de uitrustingen voor omschakeling en routing en de andere middelen, die het overbrengen mogelijk maken van signalen via de kabel, radiogolven, optische middelen of andere elektromagnetische middelen, voor zover ze worden gebruikt voor de transmissie van signalen die drager zijn van audiovisuele mediadiensten; »;

33° 36° wordt vervangen als volgt: « 36° Teledistributienetwerk: teledistributienetwerk dat door éénzelfde netwerkeexploitant wordt georganiseerd met het oog op het overbrengen aan het publiek, door middel van een kabel, van signalen die drager zijn van audiovisuele mediadiensten; »;

34° Er wordt een 36°bis ingevoegd, luidend als volgt: »36°bis Editoriale verantwoordelijkheid: de uitoefening van een effectieve controle zowel op de selectie van programma's als op de organisatie ervan, ofwel op een chronologisch rooster, voor de lineaire audiovisuele mediadiensten, ofwel op een catalogus, voor de non-lineaire audiovisuele mediadiensten; »;

35° Er wordt een 37°bis ingevoegd, luidend als volgt:

« 37°bis « audiovisuele mediadienst: een dienst die valt onder de editoriale verantwoordelijkheid van een dienstenuitgever, met als hoofddoel de levering, via elektronische communicatienetwerken, aan het publiek van televisie- of klankprogramma's ter informatie, vermaak of educatie, of met het oog op een commerciële communicatie. Naast de diensten die aan deze definitie beantwoorden, wordt teletekst ook beschouwd als een audiovisuele mediadienst die uitsluitend onder de artikelen 9 tot 15, 29 en 41 valt; »;

36° Er wordt een 37ter ingevoegd, luidend als volgt:

« 37ter Lineaire dienst: audiovisuele mediadienst waarvan de programma's bestemd worden om gelijktijdig door het geheel of een deel van het publiek te worden ontvangen op het ogenblik dat de uitgever van audiovisuele mediadiensten heeft beslist op grond van een door hem opgemaakte programmarooster; »;

37° Er wordt een 37°quater ingevoegd, luidend als volgt: « 37°quater Non-lineaire dienst: een audiovisuele mediadienst: een audiovisuele mediadienst waarvan de programma's bestemd worden om ontvangen te worden op aanvraag en op het ogenblik dat door de gebruiker gekozen wordt, op grond van een programmacatalogus die door een uitgever van audiovisuele mediadiensten wordt opgemaakt; »;

38° Er wordt een 37° quinquies ingevoegd, luidend als volgt: « 37°quinquies Televisiedienst: een audiovisuele mediadienst waarvan de programma's televisieprogramma's zijn; ».

39° Er wordt een 37°sexies ingevoegd, luidend als volgt:

« 37° sexies Klankdienst: een audiovisuele mediadienst waarvan de programma's klankprogramma's zijn; »;

40° In 38° worden de woorden « dienst voor televisieomroep » vervangen door het woord « televisiedienst »;

41° In 39° wordt het woord « radio-omroepdienst » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadienst »;

42° In 41° wordt het woord « omroepdiensten » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadiensten »;

43° 41 ter wordt opgeheven;

44° In 42° worden de woorden « dienst voor televisie-omroep » vervangen door het woord « televisiedienst »;

45° In 43° en 43°bis, wordt het woord « radio-omroepdienst » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadienst ».

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1, wordt het woord « radio-omroepactiviteit » vervangen door de woorden « activiteit in verband met de audiovisuele mediadiensten »;

2° In § 4, wordt het woord « werkelijke » overal geschrapt;

3° In § 4, worden de woorden « beslissingen inzake programmatie » overal vervangen door « editoriale beslissingen betreffende zijn audiovisuele mediadiensten »;

4° In § 4 wordt het woord « radio-omroepactiviteiten » overal vervangen door de woorden « activiteiten van audiovisuele mediadiensten »;

5° § 5 wordt vervangen als volgt:

« § 5. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, de dienstenuitgever die niet gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie of die geen partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte en die één of meer van zijn audiovisuele mediadiensten verdeelt of laat verdelen:

a) door middel van een verbinding naar een satelliet toe, gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, als het gaat om een dienstenuitgever die, op grond van zijn activiteiten, moet worden beschouwd als uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behorend;

b) bij gebrek aan een verbinding naar een satelliet toe zoals bedoeld in punt a), door middel van een satellietcapaciteit die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoort »;

6° In § 6, wordt het woord « uitgever » vervangen door het woord « dienstenuitgever »;

7° In § 6, worden de meldingen « 52 en volgende » vervangen door de meldingen « 43 tot 48 »;

8° § 7 wordt opgeheven;

9° In § 8, eerste zin, wordt het woord « radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadiensten »;

10° In § 8, 1°, wordt het woord « radio-omroepnetwerk » vervangen door de woorden « elektronisch communicatienetwerk »;

11° § 9 wordt vervangen als volgt:

« § 9. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, elke netwerkeexploitant die een exploitatiezetel in België heeft en die de technische bewerkingen uitvoert:

— van een elektronisch communicatienetwerk voor het Frans taalgebied;

— van een elektronisch communicatienetwerk voor het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, waarvan de activiteiten uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behoren. »

Art. 5. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

« Art. 3. § 1. Met het doel het recht van het publiek op de informatie betreffende de publieke evenementen te waarborgen, hebben de RTBF en iedere dienstenuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert, het recht de vrije toegang tot de publieke evenementen te krijgen, voor zover deze plaatsvinden in het Frans

taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, indien de organisator van dat evenement in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwd kan worden als uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behorend, op grond van zijn activiteiten.

Als het gaat om een publiek evenement bedoeld in het eerste lid waarvoor een exclusiviteitsrecht wordt uitgeoefend door een andere dienstenuitgever die ressorteert onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap, kan hij het publiek evenement opnemen met als uitsluitend doel korte uittreksels daarvan in een nieuwsjournaal of in elk ander regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma op te nemen. In dat geval wordt het opnemen uitgevoerd met inachtneming van de materiële voorrang die wordt verleend aan de dienstenuitgever die over het exclusiviteitsrecht beschikt.

Voor de publieke sportevenementen bedoeld in het eerste lid waarvoor een exclusiviteitsrecht wordt uitgeoefend, kan hij uitsluitend beelden en/of klanken opnemen die naast die evenementen plaatsvinden.

§ 2. Met het doel het recht van het publiek op informatie ten opzichte van de publieke evenementen te waarborgen, als de RTBF en elke uitgever van lineaire diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren geen toegang tot het publieke evenement bedoeld in § 1 hebben gehad uitsluitend om veiligheidsredenen en om redenen in verband met het voorkomen van belemmeringen bij het verloop ervan of in het geval van publieke sportevenementen bedoeld in § 1 of van elk ander publiek evenement dat niet bedoeld is in § 1, hebben ze het recht, mits een billijke, redelijke en niet discriminerende vergoeding die niet hoger kan zijn dan de bijkomende kosten die rechtstreeks veroorzaakt worden door die beeld- en/of klankopnamen van publieke evenementen die in het bezit zijn van dienstenuitgevers die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen met als uitsluitend doel korte uittreksels ervan in een nieuwsjournaal of in elk ander regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma. Dat recht kan worden uitgebreid tot dienstenuitgevers die onder de bevoegdheid van de andere Gemeenschappen en andere Staten van de Europese Unie vallen, onder voorbehoud van wederkerigheid en gelijkwaardigheid, en op voorwaarde dat de betrokken dienstenuitgever niet de mogelijkheid heeft om het publieke evenement op te nemen bij een dienstenuitgever die ressorteert onder de bevoegdheid van de Gemeenschap of van de Staat van de Europese Unie waarin hij gevestigd is.

In afwijking van het vorige lid :

— Wanneer de organisator van een publiek sportevenement bedoeld in § 1 het exclusiviteitsrecht niet heeft afgestaan aan een dienstenuitgever;

— Wanneer een dienstenuitgever die houder is van een dergelijk recht het opnemen van dit evenement niet heeft uitgevoerd of laten uitvoeren;

De RTBF en elke dienstenuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert, hebben het recht het evenement zelf op te nemen met als uitsluitend doel korte uittreksels daarvan te vertonen in een nieuwsjournaal of in elk ander regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma.

De dienstenuitgever die een opname uitvoert bij toepassing van het eerste lid, kiest vrijwillig de beelden en/of klanken die de uittreksels zullen uitmaken. Elk uittreksel moet een vermelding omvatten die de bron aangeeft van de beelden en/of klanken die het uittreksel uitmaken.

De uittreksels kunnen in totaal niet langer duren dan 90 seconden per publiek evenement in een televisiedienst en 30 seconden in een klankdienst. Als het echter gaat om een publiek evenement dat zelf uit verschillende publieke evenementen bestaat, geldt de beperking van 90 seconden of 30 seconden voor elk van die evenementen.

Een uittreksel kan in een nieuwsprogramma of in een regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma pas 20 minuten na het einde van het publiek evenement of van het evenement dat deel uitmaakt van dat publiek evenement worden opgenomen.

Een uittreksel kan in een programma dat wordt voorgesteld door een non-lineaire dienst van een dienstenuitgever pas worden opgenomen als dat programma reeds vooraf werd uitgezonden in het kader van een lineaire dienst van diezelfde dienstenuitgever overeenkomstig het vorige lid.

§ 3. Niemand kan het recht op het opnemen en gebruiken van in § 2 bedoelde uittreksels inroepen terwijl hij toegang had tot de publieke evenementen waarbij hij het opnemen van die evenementen kon uitvoeren of laten uitvoeren.

§ 4. Onverminderd akkoorden die werden gesloten tussen dienstenuitgevers, worden de nadere regels die noodzakelijk zijn voor de toepassing van § 2 bepaald door een reglement van het college voor advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 132, § 1, 5°, door de Regering goedgekeurd.

Dat reglement bepaalt inzonderheid :

- de voorwaarden voor het eventuele hergebruik van de uittreksels;
- de wijze waarop de oorspronkelijke uitgever de tweede uitgever informeert over de voorwaarden en kosten voor het gebruik van de uittreksels;
- de inlichtingen die moeten worden uitgewisseld tussen de oorspronkelijke uitgevers en de tweede uitgevers;
- het type en de duur van de vermelding van de bron;
- inlichtingen betreffende de toegelaten zendduur en -termijn;
- de nadere regels voor de eventuele bescherming van de exclusiviteitsrechten voor de regelmatig geprogrammeerde actualiteitenprogramma's;
- inlichtingen betreffende de bepaling van een billijke vergoeding. »

Art. 6. In Titel I, hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling II vervangen als volgt : « Afdeling II –Recht van het publiek op toegang, in de lineaire televisiediensten, tot evenementen van het hoogste belang. »

Art. 7. In artikel 4 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° worden de woorden « televisie-omroepdiensten » en « televisie-omroepdienst » vervangen door de woorden « lineaire televisiediensten » en « lineaire televisiedienst »;

2° In § 5, vijfde streepje, wordt « televisie-omroep » vervangen door « lineaire televisie ».

Art. 8. In artikel 6 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De RTBF en de dienstenuitgevers maken de basisinlichtingen over hen bekend, om het publiek in de mogelijkheid te stellen om een mening te hebben over de waarde van de informatie en de ideeën die worden uitgezonden in de programma's van de audiovisuele mediadiensten bedoeld bij dit decreet. De Regering bepaalt de lijst van de basisinlichtingen en de uitzendingswijzen waardoor de gemakkelijke, rechtstreekse en permanente toegang tot die wordt gewaarborgd. Die lijst vermeldt ten minste de naam, het adres van de maatschappelijke zetel, het telefoonnummer, het e-mail-adres en de website, het BTW-nummer en de lijst van de aandeelhouders of van de leden van de dienstenuitgever alsook de gegevens in verband met de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, die het controleorgaan voor de dienstenuitgever is. »;

2° In § 2, 2°, worden de woorden « radio-omroepsector » vervangen door de woorden « de sector van de audiovisuele mediadiensten »;

3° In § 2, 3°, worden de woorden « radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadiensten ».

Art. 9. In artikel 7 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, worden de woorden « die houder is van een vergunning » en « die als zodanig wordt verklaard krachtens dit decreet » opgeheven;

2° In § 1, eerste lid, en in § 2, eerste lid, wordt het woord « radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadiensten »;

3° In § 2, 1° en 3°, worden de woorden « televisie-omroepdiensten » vervangen door het woord « televisiediensten »;

4° In § 2, 2° en 4°, worden de woorden « klankradio-omroepdiensten » vervangen door het woord « klankdiensten »;

5° In § 2, 2°, op het einde van de zin, wordt het woord « klankradio-omroepdiensten » vervangen door het woord « klankdiensten ».

Art. 10. In artikel 8 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « radio-omroepdienst » wordt vervangen door de woorden « audiovisuele mediadienst »;

2° de woorden « elke dienst van een dienstenuitgever » worden vervangen door de woorden « elke audiovisuele mediadienst van een dienstenuitgever ».

Art. 11. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 1°, worden de woorden « ras, geslacht, nationaliteit, godsdienst of filosofische overtuiging » vervangen door de woorden « vermeend ras, etnische afstamming, geslacht, nationaliteit, godsdienst of filosofische overtuiging, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid »;

2° 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de lichamelijke, geestelijke of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen ernstig zouden kunnen aantasten, inzonderheid programma's met pornografische scenes of met nodeloos geweld. Dit verbod geldt ook voor de andere programma's of programmafragmenten, inzonderheid trailers, die schade kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen, tenzij, :

a) voor de lineaire diensten, door inzonderheid de keuze van het tijdstip van uitzending van het programma of via een voorwaardelijke toegang gewaarborgd wordt dat minderjarigen in het zendgebied de uitzendingen normaliter niet kunnen zien of beluisteren of voor zover dat programma voorafgegaan wordt door een akoestische waarschuwing of het gedurende de gehele uitzending herkenbaar is aan een visueel symbool;

b) voor de non-lineaire diensten, inzonderheid via een voorwaardelijke toegang gewaarborgd wordt dat minderjarigen in het zendgebied de uitzendingen normaliter niet kunnen zien of beluisteren of voor zover dat programma voorafgegaan wordt door een akoestische waarschuwing of het gedurende de gehele uitzending herkenbaar is aan een visueel symbool.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van de punten a) en b). »

Art. 12. In Titel II van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt : « Hoofdstuk III. — Commerciële communicatie ».

Art. 13. In Titel II, hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling I vervangen als volgt : « Afdeling I. — Algemene regels voor de lineaire en non-lineaire diensten ».

Art. 14. In artikel 10 van hetzelfde decreet, wordt het woord « reclamecommunicatie » vervangen door de woorden « commerciële communicatie ».

Art. 15. In artikel 11 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « reclamecommunicatie » wordt door de woorden « commerciële communicatie » vervangen;

2° 2° wordt vervangen als volgt : « 2° discriminatie inhouden of aanmoedigen naar vermeend ras, etnische afstamming, geslacht, seksuele geaardheid of nationaliteit, handicap of leeftijd; »;

3° In 5°, wordt het woord « ernstig » ingevoegd tussen de woorden « gedrag dat » en « schadelijk ».

Art. 16. In artikel 12 van hetzelfde decreet, wordt het woord « reclamecommunicatie » vervangen door het woord « commerciële communicatie ».

Art. 17. In artikel 13 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « reclamecommunicatie » wordt vervangen door de woorden « commerciële communicatie »;

2° In 1°, worden de woorden « of de huur » ingevoegd tussen de woorden « tot de aankoop » en « van een bepaald product ».

Art. 18. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de §§ 1, 2, 3 en 4, wordt het woord « reclamecommunicatie » vervangen door de woorden « commerciële communicatie » en worden de woorden « reclame »-aard » vervangen door de woorden « commerciële aard »;

2° § 5 wordt vervangen als volgt : « § 5. De tweede zin van § 1 is niet van toepassing op sponsoring, virtuele reclame en productplaatsing. § 4 is niet van toepassing op sponsoring en zelfpromotie. »;

3° § 6 wordt vervangen als volgt : « § 6. Commerciële slukreclame wordt verboden ».

Art. 19. In artikel 15 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « productplaatsing » worden ingevoegd tussen de woorden « sponsoring » en « en zelfpromotie »;

2° het woord « reclamecommunicatie » wordt vervangen door de woorden « commerciële communicatie ».

Art. 20. In Titel II, hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling II vervangen als volgt : « Afdeling II. — Bijzondere regels voor de lineaire en non-lineaire televisiediensten ».

Art. 21. Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. § 1. Onverminderd de voorwaarden vastgesteld in de §§ 2 en 3 kunnen reclame, telewinkelen en zelfpromotie in de programma's worden opgenomen, op zodanige wijze dat de integriteit en de waarde van die programma's niet worden geschaad, rekening houdend met de natuurlijke pauzes alsmede met de duur en de aard van het programma, en er geen afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de rechthebbenden.

§ 2. De uitzending van audiovisuele werken zoals speelfilms, televisiespeelfilms - met uitzondering van series en feuilletons -, actualiteitenprogramma's, documentaires, godsdienstprogramma's en programma's inzake niet-confessionele zedenleer mag één keer per volledig tijdvak van ten minste 30 minuten worden onderbroken door reclame, telewinkelen en zelfpromotie.

In de door de RTBF en de lokale televisies uitgegeven diensten, mogen reclame en zelfpromotie noch een speelfilm noch een werk waarvan de auteur de integriteit wil behouden, noch een fragment van een programma onderbreken.

§ 3. Reclame, telewinkelen en zelfpromotie mogen niet worden ingevoegd in televisiejournaals, uitzendingen voor kinderen, in de uitzending van godsdienstige erediensten en niet godsdienstige ceremonies. »

Art. 22. Artikel 18bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2007, wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 19 van hetzelfde decreet wordt de tweede zin aangevuld als volgt : « , behalve bij de uitzending van sportmanifestaties ».

Art. 24. Artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd op 22 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. Voor de lineaire televisiediensten wordt de maximale zendtijd voor reclame en telewinkelenbinnen een bepaalde periode van één klokuur door de Regering vastgesteld.

Hij mag niet meer dan 20 % van die periode bedragen.

§ 2. Voor de non-lineaire televisiediensten wordt de maximale zendtijd voor reclame en telewinkelenbinnen ingevoegd in een programma door de Regering vastgesteld.

Hij mag niet meer dan 20 % van de duur van dit programma bedragen.

§ 3. Virtuele reclame en productplaatsing worden niet bedoeld bij de §§ 1 en 2. ».

Art. 25. Artikel 21, geschrapt bij het decreet van 22 december 2005, wordt hersteld als volgt :

« Art. 21. § 1. Productplaatsing is verboden.

§ 2. In afwijking van § 1 is productplaatsing toegestaan :

1° in de speelfilms voor de bioscoop en de televisie, alsook in de sportprogramma's en amusementsprogramma's, of

2° ten aanzien van bepaalde goederen of diensten die niet tegen betaling, maar uitsluitend gratis worden geleverd, zoals productiehulp en prijzen met het oog op de opneming ervan in een programma.

Deze afwijkingen zijn niet van toepassing op kinderprogramma's, noch op televisiejournaals.

De programma's die productplaatsing bevatten, beantwoorden ten minste aan alle volgende voorwaarden :

1° De inhoud en, in geval van lineaire diensten, de programmering ervan, mogen in geen enkel geval zodanig beïnvloed worden dat de editoriale verantwoordelijkheid en de editoriale onafhankelijkheid van de dienstenuitgever aangetast worden;

2° Ze sporen niet rechtstreeks aan tot aankoop of huur van goederen en diensten, inzonderheid door specifieke aanprijzing van die producten of diensten;

3° Het betrokken product krijgt geen overmatige aandacht;

4° Programma's die productplaatsing bevatten, worden aan het begin en het einde van de uitzending, alsook wanneer een programma na een reclamepauze wordt hervat, door optische en akoestische middelen als zodanig aangeduid om verwarring bij de kijker te voorkomen. Die laatste voorwaarde is niet alleen van toepassing op de programma's die geproduceerd of besteld werden door de dienstenuitgever of door een maatschappij die rechtstreeks of onrechtstreeks zijn/haar aandeelhouder is of waarin hij rechtstreeks of onrechtstreeks aandeelhouder is.

§ 3. De bepalingen van de §§ 1 en 2 zijn van toepassing op de programma's die na 19 december 2009 geproduceerd zullen worden. »

Art. 26. Onder de Titel II, hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de afdeling III vervangen als volgt : « Afdeling III. — Bijzondere regels voor de lineaire en non-lineaire klankdiensten ».

Art. 27. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. § 1. Voor de lineaire klankdiensten wordt de maximale zendtijd voor reclame en telewinkelenbinnen een bepaalde periode van één klokuur door de Regering vastgesteld.

Hij mag niet meer dan 20 % van die periode bedragen.

§ 2. Voor de non-lineaire klankdiensten wordt de maximale zendtijd voor reclame en telewinkelenspots ingevoegd in een programma door de Regering vastgesteld.

Hij mag niet meer dan 20 % van de duur van dit programma bedragen. »

Art. 28. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Art. 23. Reclame, telewinkelen en zelfpromotie kunnen niet ingevoegd worden in televisiejournals, kinderprogramma's, uitzending van godsdienstige erediensten en niet godsdienstige ceremonies. ».

Art. 29. Onder de Titel II, hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de afdeling IV vervangen als volgt : « Afdeling IV. — Regels eigen aan sponsoring in de lineaire en non-lineaire diensten ».

Art. 30. In artikel 24 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 1° worden de woorden « , ingeval van een lineaire dienst » ingevoegd tussen de woorden « de inhoud en » en de woorden « programmering »;

2° 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° Gesponsorde programma's moeten duidelijk herkend worden door een aankondiging van sponsoring met een logo of een ander symbool van sponsor in de generieken aan het begin en het einde van het programma of aan het begin of het einde van een programmafragment dat duidelijk herkenbaar is, alsook in de trailers die voor de promotie van dat programma zorgen. »;

3° 3°, 4° en 6° worden opgeheven;

4° In 7° wordt het woord « klok » vervangen door de woorden « van het gesponsorde programma »;

5° In 9° worden de woorden « voor politieke en algemene berichtgeving » vervangen door de woorden « voor actualiteiten ».

Art. 31. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « Op televisie » vervangen door de woorden « In de televisiediensten »;

2° In het eerste lid worden de woorden « van sportevenementen » vervangen door de woorden « van sportwedstrijden »;

3° In het tweede lid wordt het woord « klok » vervangen door de woorden « van het gesponsorde programma ».

Art. 32. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de woorden « Op televisie » vervangen door de woorden « in de televisiediensten ».

Art. 33. Onder de Titel II, hoofdstuk III van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2007, wordt het opschrift van de afdeling IVbis vervangen als volgt : « Afdeling IVbis. — Regels betreffende de nieuwe vormen van commerciële communicatie in de lineaire en non-lineaire diensten ».

Art. 34. Artikel 27bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 27bis. Wanneer een dienstenuitgever een beroep doet op de interactieve commerciële communicatie, moet de gebruiker verwittigd worden van de overdracht naar de publicitaire, promotionele of commerciële interactieve omgeving door middel van de gepaste optische of akoestische middelen zodat hij vrij en volstrekt terecht kan werken.

De Regering kan het aantal en de duur van de zichtbaarheid van de boodschappen van interactieve commerciële communicatie beperken.

Art. 35. In artikel 27ter van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt de eerste zin die begint met de woorden « Op televisie » en eindigt met de woorden « met inachtneming van de volgende voorwaarden : » vervangen door de volgende zin : « Virtuele reclame is verboden behalve bij de rechtstreekse of onrechtstreekse uitzending van sportwedstrijden met inachtneming van de volgende voorwaarden : »;

2° In 1° worden de woorden « het evenement » vervangen door de woorden « de sportwedstrijd »;

3° 7° en 8° worden opgeheven;

4° Het woord « dienst » wordt telkens vervangen door het woord « diensten »;

5° In het laatste lid worden de woorden « de vermeldingen van virtuele reclame » vervangen door de woorden « van de virtuele reclame ».

Art. 36. In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2007, wordt een artikel 27quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27quater. Commerciële communicatie op splitscreen wordt toegelaten met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° Commerciële communicatie op splitscreen kan slechts reclame en zelfpromotie bevatten;

2° Commerciële communicatie op splitscreen is verboden in televisiejournals, actualiteitenprogramma's, uitzendingen van godsdienstige erediensten en niet godsdienstige ceremonies, godsdienstige uitzendingen, programma's voor niet confessionele zedenleer en kinderprogramma's;

3° Commerciële communicatie op splitscreen kan slechts ingevoegd worden :

— tijdens de andere eindgenerieken van programma's dan deze bedoeld in 2° en inzonderheid in de eindgenerieken van audiovisuele werken;

— tijdens de rechtstreekse of onrechtstreekse uitzendingen van sportwedstrijden bij de natuurlijke onderbrekingen van deze wedstrijden;

— tijdens de amusementsprogramma's met dien verstande dat een tijdvak van ten minste 20 minuten moet verlopen tussen iedere invoeging;

1° Commerciële communicatie op splitscreen kan de integriteit en de waarde van het programma waarin ze ingevoegd wordt, niet aantasten, noch de rechten van de rechthebbenden benadelen;

2° Commerciële communicatie op splitscreen moet gemakkelijk als dusdanig herkenbaar worden, door een duidelijke ruimtelijke scheiding met het programma dankzij de geschikte optische middelen;

3° De zendtijd toegewezen aan commerciële communicatie op splitscreen moet ook redelijk blijven en moet het mogelijk maken voor de kijker om het programma verder te volgen;

De duur van reclameboodschappen uitgezonden op splitscreen wordt integraal meegeteld in de zendtijd voor reclame en telewinkelenspots bedoeld in artikel 20, § 1 of § 2.

De Regering kan het aantal en de duur van de zichtbaarheid van commerciële communicatie op splitscreen beperken. »

Art. 37. Onder de Titel II, hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van de Afdeling V vervangen als volgt: « Afdeling V. — Regels eigen aan de telewinkelenprogramma's in de lineaire en non-lineaire diensten ».

Art. 38. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « die krachtens dit decreet de vergunning hebben verkregen » en de woorden « van de Regering en » opgeheven;

2° In § 1, 1° worden de woorden « voor de lineaire diensten, » ingevoegd vóór de woorden « de duur van de dagelijkse uitzending »;

3° In § 3, eerste zin, worden de woorden « door optische en akoestische middelen » ingevoegd na de woorden « als zodanig »;

4° In § 3 worden de tweede en derde zinnen die beginnen met de woorden « Ze moeten verplicht » en eindigen met « wordt op 15 minuten vastgesteld » vervangen als volgt :

« Ze mogen niet onderbroken worden, inzonderheid door reclame- of sponsoringsboodschappen.

De minimale duur van een telewinkelenprogramma wordt op 15 minuten vastgesteld. ».

5° In § 4 worden de woorden « Voor de lineaire diensten » ingevoegd vóór de woorden « de Regering »;

6° In § 6 worden de woorden « Voor de lineaire diensten » ingevoegd vóór de woorden « de duur van de uitzending ».

Art. 39. Onder de Titel II, hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van de afdeling VI opgeheven.

Art. 40. Onder de Titel II van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk IV – Toegang tot programma's voor personen met een zintuiglijke handicap ».

Art. 41. In hetzelfde decreet wordt een artikel 30 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30. De dienstenuitgevers passen de reglementen toe van het College voor Advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector bedoeld in artikel 132, § 1, 5° en goedgekeurd door de Regering, die de toegang tot programma's regelen voor personen met een zintuiglijke handicap. ».

Art. 42. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van titel III vervangen als volgt : « TITEL III.— HET UITGEVEN VAN DE AUDIOVISUELE MEDIADIENSTEN ».

Art. 43. In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de woorden « 36, 43, 44 en 46 » vervangen door de woorden « 34, 36, 40, 41bis, 43, 44, 46 en 47bis ».

Art. 44. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 45. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. De RTBF en elke dienstenuitgever moeten procedures hebben ingezet voor het doen naleven van de wetgeving betreffende het auteursrecht en de naburige rechten. »

Art. 46. Artikel 35 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. § 1. De dienstenuitgever waarvan de audiovisuele mediadienst verdeeld wordt via een platform voor gesloten verdeling, moet :

1° een handelsvennootschap zijn waarvan het kapitaal uitsluitend uit aandelen op naam bestaat;

2° als hij informatie uitzendt, per dienst, het beheer van de informatieprogramma's doen verrichten door beroepsjournalisten die bij een arbeidsovereenkomst aangeworven zijn en die erkend zijn overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, of die zich in de voorwaardes bevinden om er toegang toe te hebben, in voldoende aantal ten opzichte van de uitgegeven dienst;

3° als hij informatie uitzendt, een huishoudelijk reglement opstellen betreffende de objectiviteit bij de verwerking van informatie en zich ertoe verbinden het na te leven;

4° als hij informatie uitzendt, een interne journalistenmaatschappij erkennen als referentiepersoon en die raadplegen over vraagstukken die de redactionele lijn grondig kunnen wijzigen, over de organisatie van de redacties betreffende de informatieprogramma's en over de aanstelling van de hoofdredacteur. Die interne maatschappij is samengesteld uit journalisten die de redactie(s) van de dienstenuitgever vertegenwoordigen;

5° onafhankelijk zijn van elke regering, elke politieke partij of representatieve werkgevers- of werknemersorganisatie;

§ 2. Bij wijze van afwijkingsmaatregel worden de onafhankelijke radio's bedoeld in artikel 53 niet onderworpen aan § 1, 1°, 4° en 6°.

De uitgevers van klankdiensten bedoeld in artikel 58 worden niet onderworpen aan § 1, 1°. Worden ze opgericht als vereniging zonder winstoogmerk dan worden ze niet onderworpen aan § 1, 4° en 6°. Nochtans moeten de onafhankelijke radio's bedoeld in artikel 53 en de dienstenuitgevers bedoeld in artikel 58, wanneer hun klankdienst verdeeld wordt via een platform voor gesloten verdeling, als rechtspersoon opgericht worden. »

Art. 47. Artikel 36 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. De RTBF en de dienstuitgevers moeten een integrale kopie van hun programma's gedurende een periode van drie maanden vanaf de datum van hun invoering in de audiovisuele mediadienst bewaren en die kopie ter beschikking stellen van elke overheid die dit zou aanvragen krachtens een wets- of verordeningsbepaling. Voor de lineaire diensten behouden ze gedurende dezelfde periode de dagelijkse leiding van elke uitgegeven audiovisuele mediadienst, die betrekking heeft op het geheel van de programma's, programmafragmenten en het juiste uur waarop die worden opgenomen.

In afwijking van het eerste lid bedraagt de termijn voor de bewaring van de programma's voor de onafhankelijke radio's bedoeld in artikel 53 en voor de uitgevers van klankdiensten bedoeld in artikel 58, als ze opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk of als ze natuurlijke personen zijn, twee maanden. Voor de uitgevers van televisiediensten die natuurlijke personen zijn, bedraagt die termijn ook twee maanden. »

Art. 48. Onder de Titel III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van Hoofdstuk III vervangen als volgt : « Hoofdstuk III. — Bijzondere regels voor de televisiediensten ».

Art. 49. Onder de Titel III, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van de afdeling I vervangen als volgt : « Afdeling I. — Procedure voor de aangifte van de uitgevers van televisiediensten ».

Art. 50. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. § 1. De dienstuitgever moet een voorafgaande aangifte per aangetekende brief bij het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector indienen en dit, voor elke televisiedienst die hij wil uitgeven.

In afwijking van het eerste lid moet de dienstuitgever die radiofrequenties wenst te gebruiken voor de klankuitzending of televisiediensten langs digitale of analoge terrestrische radiogolven, toegelaten worden voor dit gebruik volgens de procedure bedoeld in de onderafdeling IV of V, naargelang het geval, van de afdeling I van Hoofdstuk III van Titel VI.

§ 2. De aangifte bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam van de uitgever van de televisiedienst(en);
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetel van de dienstuitgever;
- 3° de statuten van de dienstuitgever indien deze als rechtspersoon opgericht is;
- 4° de gegevens betreffende het aandeelhouderschap van de dienstuitgever indien deze als handelsvennootschap opgericht is;
- 5° een financieel plan, opgemaakt over een periode van drie jaar;
- 6° de aard en de beschrijving van de televisiedienst, met inbegrip van de beschrijving van het eventueel voorziene informatiesysteem alsook, in voorkomend geval, het bewijs dat journalisten tewerkgesteld zijn;
- 7° de termijn waarin de televisiedienst uitgezonden zal worden;
- 8° de persoonlijke gegevens van de dienstenverdelers bij wie de dienstuitgever zijn televisiedienst wenst ter beschikking te stellen;
- 9° indien de dienstuitgever zelf verdeler is van de televisiedienst, de nadere regels voor de verkoop van die dienst.

Elke wijziging van deze elementen moet voorafgaandelijk per aangetekende brief meegedeeld worden aan het College voor vergunning en controle.

§ 3. De Regering bepaalt het model van aangifte. »

Art. 51. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 38. Binnen de maand na de ontvangst van de aangifte bericht het College voor vergunning en controle ontvangst van de aangifte.

Binnen de acht werkdagen volgend op het ontvangstbewijs zendt het College voor vergunning en controle een afschrift van de aangifte en van het ontvangstbewijs over aan de Minister van Audiovisuele Sector, alsook aan het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle heeft ontvangen met toepassing van het laatste lid van § 2 van artikel 37, wordt meegedeeld als afschrift, binnen dezelfde termijn, aan de Minister van Audiovisuele Sector, alsook aan het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 52. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 53. Onder de Titel III, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de afdeling II vervangen als volgt : « Afdeling II. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de lineaire en non-lineaire televisiediensten ».

Art. 54. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. De RTBF en de uitgevers van televisiediensten moeten het College voor vergunning en controle een jaarverslag voorstellen met inzonderheid de informatie-elementen betreffende de naleving, ieder wat hem betreft, van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 34, 35, 41, 42, 43 en 47bis. Voor de verplichtingen bedoeld in artikelen 43 en 47bis zal het jaarverslag ook de informatie-elementen, dienst per dienst, bevatten. »

Art. 55. In artikel 41 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2005 en 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, en in § 3 worden de woorden « televisie-omroep » telkens vervangen door de woorden « televisie »;

2° In § 3 worden de twee eerste streepjes vervangen als volgt :

- « 0 % voor zijn omzet, indien deze tussen 0 en 300.000 euro ligt;
- 1,4 % voor zijn omzet, indien deze tussen 300.000 en 5 miljoen euro ligt;

1° In § 4, eerste lid, worden het woord « boodschappen » en de woorden « , nationale en regionale » opgeheven;

2° In § 4, eerste lid, wordt het woord « televisie » ingevoegd vóór het woord « diensten »;

<3° In § 4, eerste lid, wordt het woord « televisie » ingevoegd vóór het woord « dienst »;

4° In § 4 worden de woorden « van diensten » telkens ingevoegd na het woord « verdeler »;

5° In § 4, tweede lid, wordt het woord « televisie » ingevoegd vóór het woord « diensten »;

6° In § 4, tweede lid, worden de woorden « een aangifte wordt gemaakt of » ingevoegd tussen het woord « waarvoor » en de woorden « de vergunning heeft verkregen »;

7° In § 5 wordt het woord « televisie » ingevoegd vóór het woord « diensten ».

Art. 56. In hetzelfde decreet wordt een artikel 41*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 41*bis*. De RTBF en de uitgevers van televisiediensten mogen geen film uitzenden buiten de termijnen overeengekomen met de rechthebbenden. »

Art. 57. Onder de Titel III, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt een afdeling II*bis* « Afdeling II*bis*. — Bijzondere bepalingen voor de lineaire televisiediensten » ingevoegd tussen de artikelen 41*bis* en 42.

Art. 58. In artikel 42 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « De uitgever van televisie-omroepdiensten » worden vervangen door de woorden « De dienstenuitgever moet in zijn lineaire televisiediensten »;

2° In 2° wordt het woord « of » ingevoegd tussen het woord « zelfpromotie » en het woord « telewinkelen »;

3° In 2° worden de woorden « of teleteksdiensten » opgeheven.

Art. 59. In artikel 43 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de §§ 1 en 2 worden de woorden « televisie-omroep » telkens opgeheven;

2° In de §§ 1 en 2 worden de woorden « lineaire televisie » telkens ingevoegd na de woorden « moeten, in hun »;

3° In de §§ 1 en 2 wordt het woord « of » telkens ingevoegd tussen het woord « zelfpromotie » en het woord « telewinkelen »;

4° In de §§ 1 en 2 worden de woorden « of teleteksdiensten » telkens opgeheven;

5° In § 2 worden de woorden « d'antenne » in de Franse tekst vervangen door de woorden « de diffusion »;

6° In § 2 worden de woorden « de uitgevers van televisie-omroepdiensten » opgeheven;

7° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op de lineaire televisiediensten bestemd voor een lokaal publiek die niet behoren tot een nationaal netwerk en tot de lineaire televisiediensten die op zich uitsluitend of voornamelijk niet-Europese werken voorstellen. Onder voornamelijk wordt verstaan ten minste 80 % van de zendtijd bedoeld in § 1. Ze zijn evenmin van toepassing op de lineaire televisiediensten die uitsluitend een andere taal gebruiken dan de officiële talen of de talen die door de Staten van de Europese Unie erkend worden en waarvan de programma's uitsluitend bestemd zijn om te worden ontvangen buiten de Europese Unie en die niet rechtstreeks of onrechtstreeks door het publiek van één of verschillende lidstaten worden ontvangen.

Paragraaf 2 is niet van toepassing op de lineaire televisiediensten waarvan de zendtijd bedoeld in § 1 ten minste 80 % van de eigen productie telt. »

Art. 60. In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de artikelen 44, 45 en 46 opgeheven.

Art. 61. In artikel 47 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de woorden « televisie-omroep » vervangen door de woorden « lineaire televisie ».

Art. 62. Onder de Titel III, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt een afdeling II*ter* genoemd « Afdeling II*ter*. — Bijzondere bepalingen voor de non-lineaire televisiediensten » ingevoegd tussen de artikelen 47 en 47*bis*.

Art. 63. In hetzelfde decreet wordt een artikel 47*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 47*bis*. De RTBF en de dienstenuitgevers moeten, in hun non-lineaire televisiediensten, zorgen voor een bijzondere herwaardering van de Europese werken vermeld in hun catalogus, met inbegrip van de originele auteurswerken van de Franse Gemeenschap, waarbij de lijst van de beschikbare Europese werken, dankzij een aantrekkelijke voorstelling, naar voren wordt gebracht. »

Art. 64. Onder de Titel III, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de afdeling III vervangen als volgt : « Afdeling III. — Bepalingen betreffende het recht op verplichte verdeling voor de lineaire televisiediensten ».

Art. 65. In artikel 48 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « lineaire televisie » worden ingevoegd vóór het woord « diensten » en na het woord « welbepaalde »;

2° De woorden « van televisie-omroep » worden opgeheven.

Art. 66. In artikel 49, § 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden « Nadat het College voor vergunning en controle aan de aanvrager een in artikel 33 bedoelde vergunning heeft toegekend » opgeheven.

Art. 67. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de §§ 1, 2 en 4 worden de woorden « lineaire televisie » telkens ingevoegd vóór het woord « dienst ».

2° In § 2, 1° worden de woorden « in artikel 41, § 2 » vervangen door de woorden « in artikel 41, § 3 »;

3° In § 2, 1° worden de woorden « in artikel 41, § 3 » vervangen door de woorden « in artikel 41, § 4 »;

4° In § 5 worden de woorden « in artikel 46 » vervangen door de woorden « in artikel 40 ».

Art. 68. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 51. De dienstenuitgevers die over een recht op verplichte verdeling beschikken, zijn ertoe gehouden de lineaire televisiedienst te verdelen binnen de zes maanden na de toekenning van het bovenvermelde recht. ».

Art. 69. Onder de Titel III, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling IV vervangen als volgt: « Afdeling IV. — Bepalingen eigen aan de telewinkeldiensten voor de lineaire en non-lineaire televisiediensten ».

Art. 70. In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de §§ 1 en 3 wordt het woord « televisie » ingevoegd vóór het woord « dienst » en na het woord « telewinkelen »;

2° In § 2 wordt het woord « televisie » ingevoegd vóór het woord « diensten » en na het woord « telewinkelen »;

3° In § 4 worden de woorden « in artikel 46 » vervangen door de woorden « in artikel 40 ».

Art. 71. Onder de Titel III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van Hoofdstuk IV vervangen als volgt : « Hoofdstuk IV. — Bijzondere regels voor de private klankdiensten ».

Art. 72. Onder de Titel III, Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt het opschrift van Afdeling I vervangen als volgt : « Afdeling I. — Aanvraag en procedure voor het verlenen van de vergunning aan uitgevers van klankdiensten via analoge terrestrische radiogolven ».

Art. 73. In artikel 53 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « voor klankradio-omroep » vervangen door het woord « klank »;

2° In het tweede lid wordt het woord « programma's » vervangen door de woorden « klankdiensten ».

Art. 74. In artikel 54 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 29 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « voor elke dienst door het College voor vergunning en controle » ingevoegd tussen de woorden « krijgen de vergunning » en « ingevolge een offerteaanvraag »;

2° In § 2 wordt het woord « klank » ingevoegd tussen de woorden « de uitgevers van » en de woorden « dienst bepaalt »;

3° In § 2, 1°, wordt het woord « programma » vervangen door de woorden « inhoud van de klankdienst »;

4° In § 2, 2°, a) wordt het woord « programma » vervangen door het woord « klankdienst ».

Art. 75. In artikel 55 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Voor de netwerkradio's moet de aanvraag samen worden ingediend met :

— de naam van de dienstenuitgever en van de uitgever van de klankdienst;

— het adres van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetel van de dienstenuitgever;

— de statuten van de dienstenuitgever;

— de gegevens betreffende het aandeelhouderschap van de dienstenuitgever;

— de beschrijving van de klankdienst, met inbegrip van de beschrijving van het eventueel voorziene informatiesysteem alsook, in voorkomend geval, het bewijs dat journalisten tewerkgesteld zijn of het bewijs van de verbintenis journalisten tewerk te stellen zodra de vergunning verleend wordt;

— een financieel plan, opgemaakt over een periode van drie jaar;

— de lijst van de exploitanten of kandidaat-exploitanten van het netwerk, waarbij de hoofdvoorwaarden worden ingevoegd van de exploitatiecontracten die met deze werden gesloten of gesloten moeten worden;

1° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voor de onafhankelijke radio's moet de aanvraag samen worden ingediend met :

1° de naam van de dienstenuitgever en van de uitgever van de klankdienst;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetel van de dienstenuitgever;

3° de statuten van de dienstenuitgever;

4° de gegevens betreffende het aandeelhouderschap van de dienstenuitgever indien deze als handelsvennootschap opgericht is;

5° de beschrijving van de klankdienst, met inbegrip van de beschrijving van het eventueel voorziene informatiesysteem;

6° een financieel plan, opgemaakt over een periode van drie jaar. »

Art. 76. In artikel 56 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 2° worden de woorden « in artikel 37, § 2, 5°, vervangen door de woorden « 55, §§ 2 en 3 »;

2° het artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt : « Een vergunning is onoverdraagbaar en wordt verleend voor een hernieuwbare periode van negen jaar. ».

Art. 77. In artikel 56bis, zevende en achtste leden van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 28 februari 2008, worden de woorden « van het decreet » opgeheven.

Art. 78. Onder de Titel III, Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt het opschrift van de afdeling II vervangen als volgt : « Afdeling II. — Procedure voor de aangifte van uitgevers van klankdiensten die andere omroepmiddelen gebruiken dan de analoge terrestrische radiogolven ».

Art. 79. Artikel 58 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 58. § 1. De dienstenuitgever moet vooraf een aangifte bij aangetekend schrijven indienen bij het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector voor iedere klankdienst die hij wenst uit te geven.

In afwijking van het eerste lid dient de dienstenuitgever die het gebruik van radiofrequenties wenst te genieten voor de uitzending van zijn klankdienst(en) via analoge terrestrische radiogolven daartoe een vergunning te bekomen volgens de procedure bedoeld in de onderafdeling III van de eerste afdeling van Hoofdstuk III van Titel VI.

§ 2. De aangifte omvat de volgende gegevens :

- 1° de benaming van de dienstuitgever en van de klankdienst;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel en van de uitbatingszetel van de dienstuitgever;
- 3° de statuten van de dienstuitgever indien hij als rechtspersoon opgericht is;
- 4° de gegevens van de aandeelhouders van de dienstuitgever als hij als handelsvennootschap opgericht is;
- 5° een financieel plan, opgemaakt over een periode van drie jaar;
- 6° de aard en de beschrijving van de klankdienst, met inbegrip van de beschrijving van het eventueel voorgenomen informatiesysteem alsook, desgevallend, het bewijs dat journalisten tewerkgesteld worden;
- 7° het netwerk van elektronische communicaties via hetwelk de klankdienst uitgezonden zou worden en, zo nodig, de personalia van de dienstenverdelers(s).

Van elke wijziging van deze elementen moet vooraf kennis worden gegeven bij aangetekend schrijven aan het College voor vergunning en controle.

§ 3. De Regering bepaalt het model van de aangifte. »

Art. 80. Artikel 59 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 59. Binnen de maand volgend op de ontvangst van de aangifte, bericht het College voor vergunning en controle ontvangst van de aangifte.

Binnen de acht werkdagen die volgen op het ontvangstbewijs, zendt het College voor vergunning en controle afschrift van de aangifte en van het ontvangstbewijs over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Elke wijziging van de elementen van de aangifte verkregen door het College voor vergunning en controle met toepassing van het laatste lid van § 2 van artikel 58 wordt tevens als afschrift overgezonden, binnen dezelfde termijn, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 81. In artikel 60 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 29 februari 2008 en van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de eerste zin, worden de woorden « van wie de klankdienst via een gesloten verdelingsplatform geschiedt, » tussen de woorden « De dienstuitgever » en de woorden « heeft de verplichting »;

2° In 2°, worden de woorden « in een lineaire klankdienst » ingevoegd tussen de woorden « eigen productie » en de woorden « aan te bieden »;

3° In 4°, worden de woorden « in een lineaire klankdienst, » ingevoegd voor de woorden « in voorkomend geval ».

Art. 82. In artikel 61 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 1°, worden de woorden « of de catalogus van de programma's » ingevoegd tussen de woorden « met inbegrip van een rooster van de programma's » en de woorden « , een nota over het programmatiebeleid »;

2° In 1°, worden de woorden « , in voorkomend geval, » ingevoegd tussen de woorden « , een nota » en de woorden « over het programmatiebeleid »;

3° In 2°, worden de woorden « of van de natuurlijke persoon » ingevoegd tussen de woorden « zonder winst oogmerk » en de woorden « die op 31 december van elk jaar worden vastgesteld ».

Art. 83. Artikel 62 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2005, van 29 februari 2008 en 5 juni 2008, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 62. § 1. In afwijking van de artikelen 33 tot 36 en 53 tot 57, en na advies van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media, kunnen de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, van de Regering de vergunning krijgen een schoolradio te organiseren waarvan de radiofrequentie toegewezen wordt krachtens artikel 106.

De instelling dient bij de Secretaris-generaal van de Franse Gemeenschap een aanvraag in die de beschrijving van het onderwijsproject alsook de gewenste zendplaats vermeldt.

De vergunning wordt toegekend voor een periode van hoogstens twee schooljaren. Ze kan worden vernieuwd voor dezelfde vergunninghouder. De aanvraag om vernieuwing moet ten minste zes maanden voordat de vergunning verstrijkt, worden ingediend.

§ 2. In afwijking van de artikelen 33 tot 36 en 58 tot 61, moeten de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd vooraf een aangifte indienen bij aangetekend schrijven bij de Regering als ze van plan zijn een radioschool uit te geven die door andere middelen dan een radiofrequentie bedoeld bij § 1 worden uitgezonden.

De aangifte bevat de persoonlijke gegevens van de onderwijsinstelling en de beschrijving van het onderwijsproject.

§ 3. Schoolradio's mogen geen reclame, sponsoring en telewinkelen gebruiken.

§ 4. De Regering brengt de Hoge Raad voor de audiovisuele sector op de hoogte van elke vergunning aan of aangifte van een schoolradio en, in voorkomend geval, van de radiofrequentie die haar toegewezen is. »

Art. 84. In hetzelfde decreet, wordt het opschrift van titel IV vervangen door hetgeen volgt : « TITEL IV. — Het plaatselijke uitgeven van openbare televisiediensten ».

Art. 85. In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de woorden « televisie-omroepdienst » vervangen door de woorden « televisiedienst ».

Art. 86. In artikel 64 van hetzelfde decreet wordt het vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2005, vervangen door wat volgt :

« De Regering sluit met elke lokale televisiezender een overeenkomst waarbij de lokale televisiezender ertoe gemachtigd wordt diensten uit te geven en waarin de bijzondere uitvoeringsmodaliteiten worden beschreven van de opdrachten van openbare dienst aangepast aan de specifieke kenmerken van elke lokale televisiezender. »

Art. 87. In artikel 65 van hetzelfde decreet, in het laatste lid ingevoegd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de woorden « op een of meerdere radio-omroepnetwerken » vervangen door de woorden « op een of meerdere elektronische communicatienetwerken ».

Art. 88. In artikel 66 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 3° en 10°, worden de woorden « van radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « van radiodiensten »;

2° In § 1, 6°, worden de woorden « voor elke lineaire dienst » ingevoegd voor de woorden « in zijn programmatie »;

3° In § 1, 6°, worden tussen de woorden « ter beschikking gesteld door andere lokale televisies » en de woorden « en de heruitzendingen », de woorden « , programma's die niet een eigen productie zijn die ze moet uitzenden met toepassing van haar overeenkomst » ingevoegd.

Art. 89. In artikel 68 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, wordt § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. Voorzover de lokale televisiezenders de ontvangst van hun programma's tot het Belgisch grondgebied beperken, kunnen ze, in een lineaire dienst, een videotekstprogramma produceren waarvan de zendtijd uitgesloten is van de dagelijkse zendtijd voor reclame en de telewinkelenspots, zoals bedoeld in artikel 20.

In de enkele zin van dit artikel, moet onder videotekstprogramma worden verstaan, een programma met vaste beelden dat in de dienst van de lokale televisiezender wordt opgenomen. De videotekst onderscheidt zich van de teletekst doordat hij onmiddellijk toegankelijk is voor het publiek zonder zijn toedoen en dat hij deel uitmaakt van de lineaire dienst. »

Art. 90. In artikel 69, § 1, 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 7 december 2007 en 18 juli 2008, wordt het woord « magazines » vervangen door het woord « programma's ».

Art. 91. In artikel 70 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2005 en 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 5, wordt het woord « Raad » vervangen door het woord « Parlement »;

2° § 9 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 9. De vertegenwoordigers van de verdeler(s) die de dienst van de lokale televisiezender in zijn zendgebied ter beschikking stelt(len), en de gemeenten die zich in het zendgebied bevinden, kunnen met raadgevende stem zitting hebben in de algemene vergadering van de lokale televisiezender. ».

Art. 92. In artikel 71 van hetzelfde decreet, wordt het woord « Raad » vervangen door het woord « Parlement ».

Art. 93. In artikel 74*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de private dienstenuitgevers » worden vervangen door de woorden « de private klankdienstenuitgevers »;

2° de woorden « van radio-omroep » vervangen door de woorden « uitgezonden ».

Art. 94. In artikel 75 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, worden de woorden « bij de Regering en » vervangen door de woorden « bij aangetekend schrijven bij »;

2° In § 2, 2°, worden de woorden « van het dienstenaanbod alsook » vervangen door de woorden « van het aanbod aan audiovisuele mediadiensten alsook »

3° In § 2, laatste lid, worden de woorden « aan de Regering en » opgeheven;

4° er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Binnen de maand volgend op de ontvangst van de aangifte bericht het College voor vergunning en controle ontvangst van de aangifte.

Binnen de acht werkdagen die volgen op het ontvangstbewijs, zendt het College voor vergunning en controle afschrift van de aangifte en van het ontvangstbewijs over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Elke wijziging van de elementen van de aangifte verkregen door het College voor vergunning en controle met toepassing van het laatste lid van § 2 wordt tevens als afschrift overgezonden, binnen dezelfde termijn, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 95. Artikel 76 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Voor hetzelfde aanbod van audiovisuele mediadiensten, moet de dienstenverdelers eenzelfde prijs waarborgen voor iedere dienstengebruiker. ».

Art. 96. Artikel 78 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 97. In artikel 79 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, worden de woorden « van televisieomroepdiensten » vervangen door de woorden « van televisiediensten »;

2° In § 1, derde lid, eerste zin, worden de woorden « van de maanden januari en juli » vervangen door de woorden « van de maanden februari en augustus »;

3° In § 1, derde lid, 2°, worden de woorden « de verdeler » vervangen door de woorden « de dienstenverdelers »;

4° In § 4, 1°, worden de woorden « om de diensten aan te bieden waarvoor » vervangen door de woorden « om de televisiediensten aan te bieden waarvoor »;

5° In § 4, 1°, worden de woorden « waarvoor hij krachtens dit decreet de vergunning heeft gekregen » vervangen door de woorden « waarvoor hij krachtens dit decreet, na een aangifte te hebben gedaan, de vergunning heeft gekregen »;

6° In § 4, wordt het 2° door de volgende bepaling vervangen :

« 2° de dienstenverdelers die een aanvullend televisiedienstenaanbod voorlegt, terwijl hij reeds bijdraagt tot de productie van audiovisuele werken bedoeld in § 1 op grond van het aantal gebruikers op zijn basisaanbod bedoeld in artikel 81, waarbij deze vrijstelling enkel geldig is voor de gebruikers die tegelijkertijd gebruik maakten van het basisaanbod en het aanvullende aanbod gedurende het jaar en op voorwaarde dat de verdelers voor de forfaitaire bijdrage per gebruiker koos bedoeld bij punt 1° van § 3. »

Art. 98. In artikel 80 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, worden de woorden « een dienst van » ingevoegd tussen de woorden « houdende » en de woorden « een lokale televisiedienst »;

2° In § 2, worden de woorden « bij zijn dienstenaanbod verschillende lokale televisiediensten aanbiedt » vervangen door de woorden « bij zijn dienstenaanbod de diensten van verschillende lokale televisies aanbiedt ».

Art. 99. In Titel V, eerste hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de afdeling II, hersteld door het decreet van 2 juli 2007, vervangen door wat volgt :

« Afdeling II. — Verdeling van audiovisuele mediadiensten langs de kabel ».

Art. 100. Artikel 81 van hetzelfde decreet, hersteld door het decreet van 2 juli 2007, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 81. § 1. Voor zover een beduidend aantal personen hun netwerken gebruiken als hoofdmiddel voor de ontvangst van audiovisuele mediadiensten, waarborgen de netwerkexploitanten bedoeld bij artikel 97 de distributie op hun netwerken van een basisaanbod houdende ten minste de diensten met verplichte verdeling bedoeld bij artikel 82.

Het basisaanbod wordt geleverd door een dienstenverdelers. Als er geen dienstenverdelers is, zijn de netwerkexploitanten ertoe gehouden de verdelersactiviteit uit te oefenen door het basisaanbod te leveren.

§ 2. Iedere dienstenverdelers kan enkel aan de gebruikers van het basisaanbod een aanvullend dienstenaanbod voorleggen. »

Art. 101. In artikel 82 van hetzelfde decreet, hersteld bij het decreet van 2 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende lineaire televisiediensten verdelen :

1° de diensten van de RTBF die prioritair voor het publiek van de Franse Gemeenschap worden bestemd;

2° de diensten aangeboden door de lokale televisiezenders in hun zendgebied;

3° de door de Regering aangewezen diensten van de uitgevers van internationale diensten in het kapitaal waarvan de RTBF deelneemt;

4° twee diensten van de openbare dienst van de Vlaamse Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning verleent, ertoe gehouden zijn twee televisiediensten van de RTBF door te geven;

5° één of verschillende diensten van de openbare dienst van de Duitstalige Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning verleent, ertoe gehouden zijn één of verschillende televisiediensten van de RTBF door te geven.

De dienstenverdelers bedoeld bij artikel 81, § 1, tweede lid, worden ertoe gehouden de volgende non-lineaire televisiediensten te verdelen :

1° De door de Regering aangewezen diensten van de RTBF;

2° De door de Regering aangewezen diensten van de lokale televisiediensten in hun zendgebied;

3° De door de Regering aangewezen diensten van de uitgevers van internationale diensten in het kapitaal waarvan de RTBF deelneemt;

2° In § 2, worden de woorden « de televisie-omroepdiensten » vervangen door de woorden « lineaire televisiediensten »;

3° In § 2, worden de woorden « waarvoor hij krachtens dit decreet de vergunning heeft gekregen » vervangen door de woorden « waarvoor hij krachtens dit decreet, na een aangifte te hebben ingediend, de vergunning heeft gekregen »;

4° In § 3, wordt het woord « televisie-omroepdiensten » vervangen door het woord « televisiediensten »;

5° § 4 wordt vervangen door wat volgt :

« § 4. De dienstenverdelers bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, moeten, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, de volgende lineaire klankdiensten verdelen :

1° de diensten van de RTBF die in frequentiemodulatie worden uitgezonden;

2° twee diensten van de openbare dienst van de Vlaamse Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning heeft verleend, ertoe worden gehouden twee klankdiensten van de RTBF door te geven;

3° een dienst van de openbare dienst van de Duitstalige Gemeenschap, voor zover de verdelers waaraan die Gemeenschap de vergunning heeft verleend, ertoe worden gehouden een klankdienst van de openbare dienst van de Franse Gemeenschap door te geven.

De dienstenverdelers bedoeld bij artikel 81, § 1, tweede lid, worden ertoe gehouden de door de Regering gekozen non-lineaire klankdiensten van de RTBF te verdelen. « .

Art. 102. In artikel 83 van hetzelfde decreet, hersteld bij het decreet van 2 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « bedoeld in artikel 81, § 1, tweede lid, » worden telkens opgeheven;

2° in de eerste en tweede paragrafen, worden de woorden « televisie-omroepdiensten » telkens vervangen door de woorden « televisiediensten »;

3° in § 1, 2°, worden de woorden « waarvoor hij krachtens dit decreet de vergunning heeft gekregen » vervangen door de woorden « waarvoor hij krachtens dit decreet, na een aangifte te hebben ingediend, de vergunning heeft gekregen »;

4° in § 1, wordt het 4° vervangen door wat volgt :

« 4° de diensten van iedere dienstenuitgever die buiten een lidstaat van de Europese Unie gevestigd is maar die gebruik maakt van een aarde-satelliet-verbinding gelegen in een lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek daaraan, van een door een lidstaat van de Europese Unie toegekende satellietcapaciteit; ».

5° in § 3, worden de woorden « klankradio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « klankdiensten ».

Art. 103. In Titel V, Hoofdstuk één, afdeling III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de afdeling III vervangen door hetgeen volgt : « Afdeling III. — Verdeling van audiovisuele mediadiensten via digitale terrestrische radiogolven ».

Art. 104. In Titel V, Hoofdstuk één, afdeling III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de Onderafdeling I vervangen door hetgeen volgt : « Onderafdeling I. — Televisiediensten ».

Art. 105. In Titel V, Hoofdstuk één, afdeling III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de onderafdeling II vervangen door hetgeen volgt : « Onderafdeling II. — Klankdiensten ».

Art. 106. In Titel V, Hoofdstuk één, van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de afdeling IV vervangen door hetgeen volgt : « Afdeling IV. — Verdeling van audiovisuele mediadiensten per satelliet of door elk ander zendstelsel dan de kabel of de digitale terrestrische radiogolven ».

Art. 107. In Titel V, Hoofdstuk één, afdeling IV van hetzelfde decreet, wordt een artikel 87*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 87*bis*. Voor zover een beduidend aantal personen hun netwerken gebruiken als hoofdmiddel voor de ontvangst van audiovisuele mediadiensten, staan de netwerkexploitanten bedoeld bij de artikelen 121 en 122*bis* in voor de distributie op hun netwerk, op het ogenblik dat ze worden uitgezonden en in hun geheel, van de lineaire audiovisuele mediadiensten van de RTBF en van de lineaire diensten, aangewezen door de Regering, van de uitgevers van internationale diensten in het kapitaal waarvan de RTBF deelneemt. Ze staan ook in voor de distributie op hun netwerk van de door de Regering aangewezen non-lineaire audiovisuele mediadiensten van de RTBF en van de uitgevers van internationale diensten in het kapitaal waarvan de RTBF deelneemt.

Deze diensten worden geleverd door een dienstenverdelers. Als dat niet het geval is, worden de netwerkexploitanten ertoe gehouden de activiteit van verdelers uit te oefenen door het leveren van de audiovisuele mediadiensten bedoeld in het eerste lid.

De eerste twee leden van dit artikel zijn niet van toepassing als de RTBF zelf de audiovisuele mediadiensten bedoeld bij het eerste lid verdeelt over de netwerken die gelijksoortig zijn met deze bepaald bij de artikelen 121 en 122*bis* die haar door de Regering ter beschikking werden gesteld. »

Art. 108. In artikel 88 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste, tweede en derde paragrafen, worden de woorden « of door elk ander zendstelsel dan de kabelverdeling en de digitale terrestrische radiogolven » ingevoegd tussen de woorden « De dienstenverdelers per satelliet » en de woorden « kunnen »;

2° in de eerste en tweede paragrafen, wordt het woord « televisie-omroepdiensten » vervangen door het woord « televisiediensten »;

3° in de derde paragraaf, wordt het woord « klankradio-omroepdiensten » vervangen door het woord « klankdiensten ».

Art. 109. Artikel 89 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 89. Het College voor vergunning en controle kan de RTBF en de uitgevers van lineaire televisiediensten van de Franse Gemeenschap toelaten :

1° de uitzending van hun diensten te onderbreken, om, op dezelfde radiofrequentie of op hetzelfde kanaal, het geheel of een deel van een lineaire televisiedienst van iedere andere dienstenuitgever die de vergunning heeft verkregen van de Franse Gemeenschap of van elke andere Staat, uit te zenden;

2° het geheel of een deel van hun lineaire televisiediensten op te nemen of te aanvaarden, in het geheel of een deel van de lineaire televisiedienst van elke andere dienstenuitgever die de vergunning heeft verkregen van de Franse Gemeenschap of van elke andere Staat.

De betrokken dienstenuitgevers bepalen, in onderlinge overeenstemming, de voorwaarden waaronder het geheel of een deel van hun respectieve lineaire televisiediensten op dezelfde radio-frequentie of op hetzelfde kanaal kunnen worden uitgezonden, en brengen daar het College voor vergunning en controle op de hoogte van.

De lineaire televisiediensten of de delen ervan geleverd door de RTBF of de dienstenuitgevers van de Franse Gemeenschap ressorteren onder de exclusieve verantwoordelijkheid van deze uitgevers. »

Art. 110. In hetzelfde decreet, wordt het opschrift van Titel VI vervangen door wat volgt : « TITEL VI. — ELEKTRONISCHE COMMUNICATIENETWERKEN EN VERWANTE MIDDELEN EN DIENSTEN ».

Art. 111. In artikel 97 van hetzelfde decreet, hersteld door het decreet van 2 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, worden de woorden « bij de Regering en » vervangen door de woorden « bij aangetekend schrijven bij »;

2° In § 2, laatste lid, worden de woorden « aan de Regering en » opgeheven;

3° er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Binnen de maand volgend op de ontvangst van de aangifte bericht het College voor vergunning en controle ontvangst van de aangifte.

Binnen de acht werkdagen die volgen op het ontvangstbewijs, zendt het College voor vergunning en controle afschrift van de aangifte en van het ontvangstbewijs over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort alsook aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Elke wijziging van de elementen van de aangifte verkregen door het College voor vergunning en controle met toepassing van het laatste lid

van § 2 wordt tevens als afschrift overgezonden, binnen dezelfde termijn, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort alsook aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 112. In Titel VI van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van Hoofdstuk III vervangen door wat volgt : « Hoofdstuk III. — Netwerken voor elektronische communicaties via de ether ».

Art. 113. In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de analoge televisie-omroep » vervangen door de woorden « de uitzending van televisiediensten »;

2° in het eerste lid worden de woorden « aan elke categorie diensten bedoeld in deze afdeling » vervangen door de woorden « aan elke categorie audiovisuele mediadiensten bedoeld in deze afdeling »;

3° in het derde lid wordt het woord « radio-omroepdiensten » telkens vervangen door de woorden audiovisuele mediadiensten ».

Art. 114. In artikel 102, § 1, 2° van hetzelfde decreet, wordt het woord « radio-omroepdiensten » telkens vervangen door de woorden audiovisuele mediadiensten ».

Art. 115. In Titel VI, Hoofdstuk III, eerste afdeling van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de onderafdeling II vervangen door hetgeen volgt : « Onderafdeling II. — Private analoge klankdiensten ».

Art. 116. In artikel 103 van hetzelfde decreet, wordt het woord « klankradio-omroepdiensten » vervangen door het woord « klankdiensten ».

Art. 117. In artikel 104 van hetzelfde decreet, worden de woorden « aan de analoge klankradio-omroep » vervangen door de woorden « aan de analoge klankomroepdiensten ».

Art. 118. In Titel VI, Hoofdstuk III, eerste afdeling van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de onderafdeling III vervangen door wat volgt : « Onderafdeling III. — Private digitale klankdiensten ».

Art. 119. Artikel 106, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met de volgende woorden : « behoudens afwijking toegestaan door de Regering en voor zover het effectief uitgestraald vermogen beperkt is om voor een analoog dienstgebied te zorgen ».

Art. 120. In artikel 108, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 29 februari 2008, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de andere netwerkradio's, bepaalt de Regering het bedrag van het luistergeld, op advies van het College voor vergunning en controle, rekening houdend met hun structuur en hun dienstgebied zoals bepaald ter uitvoering van artikel 103bis. Dit bedrag wordt jaarlijks op 1 januari aangepast en voor de eerste keer op 1 januari 2003 volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen. »

Het voormalige tweede lid van artikel 108, § 1, wordt het derde lid, waarin de woorden « de andere netwerkradio's » geschrapt worden.

Art. 121. In artikel 109 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « klankradio-omroep » wordt vervangen door het woord « klankdiensten ».

2° het woord « afdeling » wordt vervangen door het woord « onderafdeling ».

Art. 122. In artikel 110, eerste lid van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 18 juli 2008, worden de woorden « voor de digitale klankradio-omroep » vervangen door de woorden « voor de digitale klankdiensten ».

Art. 123. In artikel 111 van hetzelfde decreet, wordt de eerste paragraaf, vervangen bij het decreet van 18 juli 2008, vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden gesteld door kandidaten bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst gestuurd aan de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector.

De offerteaanvraag bepaalt de inhoud van de verklaring tot kandidaatstelling die minstens de volgende elementen bevat :

1° Als het gaat om een kandidaat die niet in aanmerking komt voor het verkrijgen van een vergunning met toepassing van de eerste afdeling van Hoofdstuk IV van Titel III of van wie de aangifte nog niet aangenomen werd met toepassing van de afdeling II van Hoofdstuk IV van Titel III, alle gegevens bedoeld in artikel 58, § 2;

2° Als het gaat om een dienstenuitgever met vergunning of van wie de aangifte aangenomen werd in geval van volledige overname van een of meerdere van zijn klankdiensten, de benaming van de uitgever en van de betrokken klankdienst(en);

3° Als het gaat om een kandidaat die niet in aanmerking komt voor het verkrijgen van een vergunning met toepassing van de eerste afdeling van Hoofdstuk IV van Titel III, een financieringsplan over een periode van drie jaar;

4° De benodigde spraakbandbreedte voor de bedoelde klankdienst(en);

5° In voorkomend geval, de nadere regels voor de commercialisering van de bedoelde klankdienst(en) alsmede elk akkoord gesloten of beoogd met een exploitant van het systeem voor voorwaardelijke toegang;

6° In voorkomend geval, de geografische zones beoogd voor de uitzending van de klankdienst;

7° De voorstellen van de kandidaat betreffende de keuze van het digitaal netwerk waarin hij wenst te verschijnen;

8° De eventuele voorstellen van de kandidaat betreffende de technische of commerciële groepering van zijn klankdienst(en) met andere diensten uitgegeven door derden. »

Art. 124. In artikel 112 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De eerste paragraaf wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het college voor vergunning en controle reikt de vergunningen voor het gebruik van de radiofrequenties uit aan de uitgevers van klankdiensten binnen een termijn van drie maanden vanaf de sluiting van de offerteaanvraag.

Het College voor vergunning en controle neemt een beslissing over het geheel van de aanvragen ingediend krachtens artikel 111, § 1, en reikt vergunningen uit voor het gebruik van de radiofrequenties met inachtneming van het belang van elke aanvraag wat betreft de noodzakelijkheid de pluraliteit en de verscheidenheid van de verschillende culturen binnen de klankdiensten in de Franse Gemeenschap te garanderen. Het houdt eveneens bijzondere rekening met de samenhang van de voorstellen geformuleerd door de aanvragers wat betreft de technische of commerciële groepering van diensten binnen een digitaal netwerk.

In zover het financieel en economisch mogelijk blijft, wordt er voorrang verleend aan de diensten die geen luistergeld aan de gebruikers vragen. »;

2° In § 2, eerste lid, wordt het woord « dienst » vervangen door het woord « klankdienst »;

3° In § 2, derde lid, worden de woorden « met de uitgevers en netwerkexploitanten » vervangen door de woorden « met de dienstenuitgevers en netwerkexploitanten »;

4° In § 3, eerste lid, wordt het woord « diensten » vervangen door het woord « klankdiensten »;

5° In § 3, laatste lid, 2°, wordt het woord « klankradio-omroep » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadiensten ».

Art. 125. In Titel VI, Hoofdstuk III, eerste afdeling van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de onderafdeling IV vervangen door hetgeen volgt :

« Onderafdeling IV. — Private digitale televisiediensten ».

Art. 126. In artikel 113 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « digitale televisie-omroepnetwerken via terrestrische radiogolven » worden vervangen door de woorden « digitale televisiediensten via terrestrische radiogolven »;

2° het woord « afdeling » wordt vervangen door het woord « onderafdeling ».

Art. 127. In artikel 113*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « televisieomroepdiensten » wordt vervangen door het woord « televisiediensten »;

2° bij letter *a*), in de Franse tekst, worden de woorden « de télévision » vervangen door het woord « télévisuels »;

3° bij letter *b*), in de Franse tekst, worden de woorden « de télévision mobile personnelle » vervangen door de woorden « télévisuels mobiles personnels ».

Art. 128. In artikel 114, eerste lid van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 18 juli 2008, wordt het woord « televisieomroepdiensten » vervangen door het woord « televisiediensten ».

Art. 129. In artikel 115 van hetzelfde decreet, wordt § 1 vervangen bij het decreet van 18 juli 2008, vervangen door wat volgt :

« § 1. De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden gesteld door de kandidaten bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst gestuurd aan de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector.

De offerteaanvraag bepaalt de inhoud van de verklaring tot kandidaatstelling die minstens de volgende elementen bevat :

1° Als het om een kandidaat gaat die nog niet als in aanmerking komend verklaard werd voor het verkrijgen van een vergunning met toepassing van de eerste afdeling van hoofdstuk III van titel III, alle gegevens bedoeld bij artikel 37;

2° Als het gaat om een dienstenuitgever van wie de aangifte aangenomen werd in geval van volledige overname van één of meerdere van zijn televisiediensten, de benaming van de uitgever en van de betrokken televisiedienst(en);

3° een financieringsplan verdeeld over een periode van drie jaar;

4° Als het gaat om een dienstenuitgever die over een vergunning beschikt of elke gelijkwaardige akte uitgereikt door een lidstaat van de Europese Unie in geval van volledige overname van een of meerdere van zijn televisiediensten, de benaming van de uitgever en van de betrokken televisiedienst(en), alsook een afschrift van de overeenstemmende vergunningen of van elke gelijkwaardige akte;

5° De benodigde spraakbandbreedte voor de bedoelde televisiedienst(en);

6° In voorkomend geval, de nadere regels voor de commercialisering van de bedoelde televisiedienst(en) alsmede elk akkoord gesloten of beoogd met een exploitant van het systeem voor voorwaardelijke toegang;

7° In voorkomend geval, de geografische zones beoogd voor de uitzending van de televisiedienst;

8° De voorstellen van de kandidaat betreffende de keuze van het digitale netwerk waarin hij wenst opgenomen te worden;

9° De eventuele voorstellen van de kandidaat betreffende de technische of commerciële groepering van zijn televisiedienst(en) met andere diensten uitgegeven door derden. »

Art. 130. In artikel 116 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. Het college voor vergunning en controle reikt de vergunningen voor het gebruik van de radiofrequenties uit aan de uitgevers van televisiediensten binnen een termijn van drie maanden vanaf de afsluiting van de offerteaanvraag.

Het College voor vergunning en controle neemt een beslissing over het geheel van de aanvragen ingediend krachtens artikel 115, § 1, en reikt vergunningen uit voor het gebruik van de radiofrequenties met inachtneming van het belang van elke aanvraag wat betreft de noodzakelijkheid de pluraliteit en de verscheidenheid van de verschillende culturen in de televisiediensten in de Franse Gemeenschap te garanderen, en van de verbintenissen aangegaan door de kandidaten met toepassing van artikel 41, § 1, zevende lid of van hun bijdrage tot het Centrum voor de film en de audiovisuele sector met toepassing van artikel 41, § 1. Het houdt eveneens bijzondere rekening met de samenhang van de voorstellen geformuleerd door de aanvragers wat betreft de technische of commerciële groepering van diensten binnen een digitaal netwerk.

In zover het financieel en economisch mogelijk blijft, wordt er voorrang verleend aan de diensten die geen luistergeld aan de gebruikers vragen.

In geval van offerteaanvragen die een of meer digitale netwerken met gewestelijke of lokale uitstraling bevat, zorgt hij ervoor dat elke lokale televisiedienst die een aanvraag heeft ingediend voor de integrale opname van een van zijn televisiediensten over het nodige vermogen beschikt binnen het betrokken netwerk dat zijn zendgebied dekt, zodat ze zijn opdracht als openbare dienst zou kunnen verwezenlijken overeenkomstig artikel 64. »

2° § 2 wordt door hetgeen volgt vervangen :

« § 2. Wanneer de gebruiksvergunningen van een radiofrequentie aan televisiedienstenuitgevers met een vergunning of iedere gelijkwaardige akte gegund in een lidstaat van de Europese Unie uitgereikt worden, worden de betrokken televisiediensten beschouwd als televisiediensten die onder dit decreet ressorteren en die dus onderhevig zijn aan al zijn bepalingen. »;

3° In § 3, eerste lid, worden de woorden « de bedoelde dienst » vervangen door de woorden « de bedoelde televisiedienst »;

4° In § 3, derde lid, worden de woorden « met de uitgevers en netwerkexploitanten » vervangen door de woorden « met de dienstenuitgevers en netwerkexploitanten »;

5° In § 3, laatste lid, 2°, worden de woorden « de bedoelde diensten » vervangen door de woorden « de bedoelde televisiediensten »;

6° In § 4, laatste lid, 2°, wordt het woord « klankradio-omroep » vervangen door het woord « audiovisuele mediadiensten ».

Art. 131. In Titel VI, Hoofdstuk III, eerste afdeling van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van onderafdeling V vervangen door hetgeen volgt : « Onderafdeling V. — Private analoge televisiediensten ».

Art. 132. In artikel 117 van hetzelfde decreet, wordt het woord « televisie-omroepdiensten » vervangen door het woord « televisiediensten ».

Art. 133. Artikel 118 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 118. Elke dienstenuitgever die wenst één of meerdere radiofrequenties te gebruiken om analoog uit te zenden, richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de voorzitter van de Hoge Raad.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

1° Als het gaat om een dienstenuitgever van wie de aangifte aangenomen werd in geval van volledige overname van een van zijn televisiediensten, de benaming van de dienstenuitgever en van de televisiedienst waarvoor de radiofrequentie(s) aangevraagd wordt(en);

2° Als het gaat om een kandidaat-dienstenuitgever van wie de aangifte nog niet aangenomen werd met toepassing van de eerste afdeling van Hoofdstuk III van Titel III, alle gegevens bedoeld bij artikel 37;

3° een financieringsplan over een periode van drie jaar;

4° de geografische ligging van de vermoede uitzendingsplaats alsmede de antennehoogte boven de grond;

5° de gewenste radiofrequentie(s).

De dienstenuitgever kan aan de Regeringsdiensten vragen om de eventueel beschikbare radiofrequenties te identificeren. In dat geval moet de dienstenuitgever een rekenrecht betalen krachtens de voorwaarden bepaald in artikel 101. »

Art. 134. In artikel 120 van hetzelfde decreet worden de woorden « van radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « van audiovisuele mediadiensten ».

Art. 135. Artikel 121 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 121. Elke rechtspersoon die de activiteit van netwerkexploitant via satelliet wenst uit te oefenen door bemiddeling van één of meer satelliet-aarde-radiofrequenties om uit te zenden, richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de voorzitter van de Hoge Raad.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

1° de gegevens voor het identificeren van de rechtspersoon alsook zijn adres;

2° een financieringsplan verdeeld over een periode van drie jaar;

3° de plaats van de aarde-satelliet-verbinding alsmede de benaming van de exploitant die de verbinding uitvoert;

4° de gewenste radiofrequentie(s). »

Art. 136. In artikel 122, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « een dienstenverdelers » vervangen door de woorden « de netwerkexploitant ».

Art. 137. In Titel VI van hetzelfde decreet wordt een Hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk IIIbis. — Andere elektronische communicatienetwerken ».

Art. 138. In hetzelfde decreet wordt een artikel 122bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 122bis. § 1. Elke rechtspersoon die de activiteit van netwerkexploitant voor elektronische communicatie ander dan die bedoeld in de artikelen 97 tot 122 wenst uit te oefenen, moet, binnen de maand vanaf het begin van zijn activiteit, per aangetekend schrijven een aangifte indienen voor het College voor vergunning en controle.

§ 2. De aangifte bevat de volgende elementen :

1° De identificatiegegevens van de rechtspersoon alsook zijn adres;

2° De beschrijving van het (de) netwerk(en);

3° De datum van het begin van de activiteit.

Elke wijziging van die elementen moet aan het College voor vergunning en controle gemeld worden.

§ 3. De Regering bepaalt het model van de aangifte.

§ 4. Binnen de maand van ontvangst van de aangifte meldt het College voor vergunning en controle ontvangst van de aangifte.

Binnen de acht werkdagen volgend op het ontvangstbewijs maakt het College voor vergunning en controle een kopie van de aangifte en van het ontvangstbewijs over aan de Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector alsook aan het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle gekregen heeft bij toepassing van het laatste lid van § 2 wordt eveneens binnen dezelfde termijn in kopie overgemaakt aan de Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector alsook aan het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 139. In artikel 123 van hetzelfde decreet worden de woorden « televisie-omroepdiensten » vervangen door het woord « televisiediensten ».

Art. 140. In artikel 124 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het woord « verdelers » wordt vervangen door het woord « dienstenverdelers »;

2° De woorden « digitale televisie-omroepdiensten » worden vervangen door de woorden « digitale televisiediensten ».

Art. 141. In artikel 125 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « digitale televisie-omroepdiensten » worden telkens vervangen door de woorden « digitale televisiediensten ».

2° De woorden « van radio-omroepdiensten » worden geschrapt.

Art. 142. In artikel 127 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 1e lid worden de woorden « van digitale radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « van digitale audiovisuele mediadiensten »;

2° In het 1e lid worden de woorden « in het kader van de digitale radio-omroep » vervangen door de woorden « in het kader van de uitzending van digitale audiovisuele mediadiensten »;

3° 1° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 1° de installatie, op de ontvangtoestellen voor digitale audiovisuele mediadiensten, van een elektronische gids voor basisprogramma's die in staat is een audiovisuele mediadienst op te zoeken op het geheel van beschikbare diensten zonder enige discriminatie uit te voeren; »

4° In 3° worden de woorden « beschikbare diensten » vervangen door de woorden « beschikbare audiovisuele mediadiensten ».

Art. 143. In artikel 128 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « digitale radio-omroepdiensten » worden vervangen door de woorden « digitale audiovisuele mediadiensten »;

2° De woorden « elke uitgever » worden vervangen door de woorden « elke dienstenuitgever ».

Art. 144. In artikel 129, 2e lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « een digitaal televisiesignaal » vervangen door de woorden « een digitale televisiedienstensignaal ».

Art. 145. In artikel 130 van hetzelfde decreet worden de woorden « de radio-omroep » vervangen door de woorden « de audiovisuele sector ».

Art. 146. In artikel 132 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 en § 2 worden de woorden « de Raad » telkens vervangen door de woorden « het Parlement »;

2° In § 1, 1°, wordt het woord « reclamecommunicatie » vervangen door de woorden « commerciële communicatie »;

3° In § 1, wordt punt 5° vervangen door hetgeen volgt :

« 5° reglementen opstellen en bijhouden over de commerciële communicatie, over het respect van de menswaardigheid, over de bescherming van minderjarigen, over de toegankelijkheid van de programma's voor personen met een zintuiglijke handicap, over de uitzending van korte fragmenten van publieke gebeurtenissen en over de politieke informatie tijdens verkiezingsperiodes. Om een verplicht karakter te krijgen, zullen deze reglementen door de Regering moeten worden goedgekeurd. »

Art. 147. In artikel 133, § 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2005 en van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Punt 1° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 1° akte te nemen van de aangiften van de dienstenuitgevers en sommige dienstenuitgevers toe te laten, met uitzondering van de plaatselijke televisies en van de RTBF »;

2° In 6° worden de woorden « in de artikelen 41, 42 en 43 » vervangen door de woorden « in de artikelen 41, 42, 43 en 47bis »;

3° Er wordt een punt 8°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 8°bis de verplichtingen bedoeld in de artikelen 81, 82 en 87bis regelmatig opnieuw te onderzoeken en, na dat nieuwe onderzoek, een advies te geven als het College acht dat het niet meer noodzakelijk is die verplichtingen toe te passen; »;

4° In 10° worden de woorden « in de radio-omroepsector » vervangen door de woorden « in de audiovisuele sector ».

Art. 148. In artikel 135, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 4° wordt vervangen door hetgeen volgt : « 4° de uitgevers van private klankdiensten »;

2° Punt 7° wordt vervangen door hetgeen volgt : « 7° de private uitgevers van televisiediensten »;

3° In 8° worden de woorden « de verdelers van radio-omroepdiensten » vervangen door de woorden « de dienstenverdelers ».

Art. 149. In de artikelen 136, § 1, 139, § 5 en 143, laatste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de Raad » telkens vervangen door de woorden « het Parlement ».

Art. 150. In artikel 140 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. Het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad ontvangt de klachten die naar de Hoge Raad worden gericht. Het onderzoekt de dossiers. Het kan ook op eigen initiatief een onderzoek openen. ».

2° § 3 wordt opgeheven.

Art. 151. In artikel 145, 3e lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « zeven » vervangen door het woord « zes ».

Art. 152. In artikel 151 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « een radio-omroepdienst » worden vervangen door de woorden « een audiovisuele mediadienst »;

2° De woorden « zonder de vergunningen » worden vervangen door de woorden « zonder een aangifte te hebben ingediend of zonder de vergunningen ».

Art. 153. In artikel 152 van hetzelfde decreet wordt het woord « radio-omroepdienst » vervangen door de woorden « audiovisuele mediadienst ».

Art. 154. In artikel 156 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2005 en van 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « inzake radio-omroep » vervangen door de woorden « betreffende de audiovisuele sector »;

2° In § 1 worden de woorden « of de niet-uitvoering van een sanctie hieronder bedoeld » ingevoegd tussen de woorden « bedoeld bij dit decreet » en « , kan het College voor vergunning en controle »;

3° In § 3 worden de woorden « de televisie-omroepdiensten » vervangen door de woorden « de lineaire televisiediensten »;

4° In § 3 worden de woorden « en in artikel 88, § 1, 1° en 2° » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 83, § 1, 3° en 4°, » en de woorden « wanneer ze »;

5° Er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Het College voor vergunning en controle kan, mits de naleving van de hierna bedoelde procedure, de verdeling van niet-lineaire televisiediensten bedoeld in artikel 83, § 1, 3° en 4° en in artikel 88, § 1, 1° en 2°, opschorten indien zij een ernstig risico inhouden voor de volgende doelstellingen :

— De openbare orde, in het bijzonder de preventie van, het onderzoek naar, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten, waaronder de bescherming van minderjarigen en de bestrijding van het aanzetten tot haat wegens ras, geslacht, godsdienst of nationaliteit en van aantasting van de menselijke waardigheid,

— De bescherming van de volksgezondheid,

— De openbare veiligheid, met inbegrip van het waarborgen van de nationale veiligheid en defensie,

— De bescherming van consumenten, met inbegrip van beleggers.

Het College voor vergunning en controle kan de verdeling van een in het 1e lid bedoelde dienst slechts opschorten als het op voorhand aan de bevoegde overheid van de lidstaat waaronder de betrokken dienstenuitgever ressorteert, gevraagd heeft aangepaste maatregelen te treffen om te vermijden dat het bereiken van een doelstelling bedoeld in het 1e lid opnieuw in het gedrang zou komen en dat die maatregelen niet genomen zijn of niet geschikt waren.

Vooraleer de verdeling van een in het 1e lid bedoelde dienst op te schorten, maakt het College voor vergunning en controle per aangetekend schrijven aan de betrokken dienstenuitgever alsook aan de bevoegde overheid van de lidstaat bevoegd voor de dienstenuitgever en aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen de schendingen over die aan de betrokken dienstenuitgever verweten worden en haar voornemen om de opschorting te voeren.

Het 2e lid en het 3e lid worden genomen onverminderd eventuele rechtszaken, met inbegrip van het vooronderzoek van een geschil en in het kader van een strafrechtelijk onderzoek verrichte handelingen.

Bij dringende noodzakelijkheid kan het College voor vergunning en controle afwijken van het 2e lid en het 3e lid en de bedoelde dienst onmiddellijk opschorten. Binnen de 3 dagen volgend op de beslissing om opschorting, maakt het College de verweten schendingen, zijn beslissing om opschorting en de motivering van de dringende noodzakelijkheid per aangetekend schrijven mee aan de betrokken dienstenuitgever, alsook aan de bevoegde overheid van de lidstaat waaronder de betrokken dienstenuitgever ressorteert en aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen. »

6° Er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Wanneer het College voor vergunning en controle vaststelt dat een of meerdere lineaire televisiediensten van een dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, zich volledig of hoofdzakelijk richten tot het publiek van de Franse Gemeenschap, verzendt het naar de bevoegde overheid van de staat waarin de bedoelde dienstenuitgever gevestigd is een gemotiveerde aanvraag waarbij het die overheid uitnodigt om de betrokken dienstenuitgever te vragen zich te schikken naar de bepalingen van Titel II en van de artikelen 40 en 41 van dit decreet.

Bij gebrek aan resultaten of aan een antwoord vanwege de bevoegde overheid binnen de twee maanden van de versturing van de aanvraag, en als het College voor vergunning en controle acht dat de dienstenuitgever zich op het grondgebied van de bevoegde staat gevestigd heeft teneinde zich te onttrekken aan de regels die hij zou moeten toepassen als hij onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap zou ressorteren, kan het College voor vergunning en controle, na beraadslaging van de Europese Commissie, sancties jegens de dienstenuitgever uitspreken teneinde die te onderwerpen aan de bepalingen van Titel II en van de artikelen 40 en 41 van dit decreet.

Die sancties moeten genomen worden onder de sancties bedoeld in artikel 156, § 1, 1°, 2°, 6° en 7°. Deze moeten objectief noodzakelijk zijn, niet-discriminerend toegepast worden en in verhouding zijn tot de beoogde doelstellingen.

De raadpleging van de Europese Commissie bedoeld in het 2e lid wordt als volgt georganiseerd :

a) De regering maakt het ontwerp van sanctie van het College voor vergunning en controle alsook de motieven waarop het College zich baseert, bekend aan de Europese Commissie en aan de staat waarin de uitgever gevestigd is;

b) Het College voor vergunning en controle wordt slechts toegelaten de sanctie uit te spreken als de Europese Commissie acht, binnen een termijn van drie maanden volgend op de bekendmaking, dat het bedoelde ontwerp in overeenstemming is met het gemeenschapsrecht. Een gebrek aan antwoord vanwege de Europese Commissie binnen de vastgestelde termijn geldt als toestemming van deze. »

7° Er wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Wanneer het College voor vergunning en controle vaststelt dat een of meerdere lineaire televisiediensten van een dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die Partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, zich volledig of hoofdzakelijk richten tot het publiek van de Franse Gemeenschap, verzendt het naar de bevoegde overheid van de staat waarin de bedoelde dienstenuitgever gevestigd is een gemotiveerde aanvraag waarbij het die overheid uitnodigt om de betrokken dienstenuitgever te vragen zich te schikken naar de bepalingen van Titel II en van de artikelen 40 en 41 van dit decreet.

Bij gebrek aan resultaten of aan een antwoord vanwege de bevoegde overheid binnen de twee maanden na de versturing van de aanvraag, kan het College voor vergunning en controle, sancties jegens de dienstenuitgever uitspreken teneinde die te onderwerpen aan de bepalingen van Titel II en van de artikelen 40 en 41 van dit decreet. Het College voor vergunning en controle moet daarvoor over elementen beschikken die aanwijzen dat de dienstenuitgever zich gevestigd heeft in die staat met het doel zich te onttrekken aan de regels die hij zou moeten toepassen als hij onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap zou ressorteren. »

Art. 155. In artikel 158 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met hetgeen volgt :

« Deze paragraaf is niet van toepassing wanneer een schending of een tekortkoming vastgesteld wordt in het kader van een advies van het College voor vergunning en controle over de uitvoering van de verplichtingen van de dienstenuitgevers en -verdelers bedoeld in artikel 133, § 1, 5° tot 8°, in welk geval dat advies de basis vormt van de bekendmaking van de grieven. »

2° In § 2, eerste zin, worden de woorden « of in voorkomend geval het advies over het nakomen van de verplichtingen bedoeld in artikel 133, § 1, 5° tot 8° » ingevoegd tussen de woorden « het verslag » en de woorden « mede aan de overtreder ».

Art. 156. In artikel 159 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 1e lid wordt het woord « onderzoekssecretariaat » vervangen door de woorden « College voor vergunning en controle »;

2° In het 2e lid, worden de woorden « en de onderzoekssecretaris of zijn vertegenwoordiger kunnen » vervangen door het woord « kan »;

3° In het 2e lid wordt de zin « De voorzitter kan de zitting opschorten om de overtreder en de onderzoekssecretaris of zijn plaatsvervanger de mogelijkheid te bieden om er kennis van te nemen. » opgeheven.

Art. 157. In artikel 160, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « die radio-omroepdiensten uitgeven of verdelen die bedoeld zijn bij dit decreet » vervangen door de woorden « die audiovisuele mediadiensten uitgeven of verdelen ».

Art. 158. In artikel 161, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 29 februari 2008 en 18 juli 2008, worden de woorden « van klankradio-omroepdiensten verdeeld op een digitaal klankradio-omroepnetwerk » vervangen door de woorden « waarvan de klankdiensten verdeeld worden op een netwerk ».

Art. 159. In artikel 162, § 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 29 februari 2008, wordt de zin « Bijdrage van de netwerkradio's en van de uitgevers van klankradio-omroepdiensten verdeeld op een netwerk voor digitale klankradio-omroep. » vervangen door de zin « Bijdrage van de netwerkradio's en de klankdienstenuitgevers verdeeld op een digitaal terrestrisch radiogolvennetwerk ».

Art. 160. In artikel 162^{quater}, 1e lid, tweede streepje en in artikel 162^{quinquies}, 7e lid, vijfde streepje van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 29 februari 2008, worden de woorden « privédiensten voor klankradio » telkens vervangen door de woorden « private klankdiensten ».

Art. 161. In artikel 33^{bis}, 1. en artikel 36^{bis}, § 1, van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, ingevoegd bij het decreet van 27 februari 2003, worden de woorden « inzake radio-omroep » telkens vervangen door de woorden « betreffende de audiovisuele sector ».

Art. 39, 5e lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling: « hetzelfde geldt bij de definitieve vacature van een betrekking. In dat geval stelt de Regering een Regeringscommissaris aan in de afwachting van een benoeming in vast verband ».

Art. 162. In artikel 167^{bis}, § 1, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, ingevoegd bij het decreet van 29 februari 2008, worden de woorden « een dienst voor radio-omroep uitzenden zonder vergunning, voeren, naargelang van het geval, de buitendienststelling van hun terrestrische uitzendingsstation in frequentie-modulatie uit » vervangen door de woorden « een klankdienst uitzenden zonder vergunning voeren, naargelang van het geval, de buitendienststelling van hun terrestrische uitzendingsstation in frequentiemodulatie uit ».

Art. 163. De Regering kan de bepalingen van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep coördineren alsook de bepalingen die deze uitdrukkelijk of impliciet zouden gewijzigd hebben op het moment waarop de coördinatie zal gebeuren.

Daartoe kan zij :

1° De rangschikking, de nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° De referenties, die in de te coördineren bepalingen zouden vervat zijn, wijzigen met het oog op de overeenstemming met de nieuwe nummering;

3° De opstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen met het oog op hun concordantie en de eenheid van de terminologie ervan te verrichten zonder dat er inbreuk gedaan kan worden op de principes ingeschreven in die bepalingen.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : gecoördineerd decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten ».

Ze zal in werking treden op de datum van bevestiging bij decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 februari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet, nr. 634-1. - Commissieamendementen, nr. 634-2. - Verslag, nr. 634-3. - Vergaderingsamendementen, nr. 634-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 februari 2009.